Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 106° — Numero 193

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Martedì, 3 agosto 1965 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TEL. 650 139 652-361
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10, ROMA - CENTRALINO 8508

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

SUPPLEMENTI ORDINARI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 14 luglio 1965, n. **921.**
Approvazione ed esecuzione dell'Accordo aggiuntivo alla Convenzione fra l'Italia e la Francia per il traforo del Monte Bianco del 14 marzo 1953, concluso a Roma il 25 marzo 1965.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

E' approvato l'Accordo aggiuntivo alla Convenzione fra l'Italia e la Francia per il traforo del Monte Bianco del 14 marzo 1953, concluso a Roma il 25 marzo 1965.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo aggiuntivo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore, in conformità al disposto dell'articolo 10 dell'Accordo medesimo.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 14 luglio 1965

SARAGAT

MORO — FANFANI — TAVIANI — REALE — TREMELLONI — COLOMBO — MANCINI — JERVOLINO — BO — CORONA

Visto, *il Guardasigilli*: REALE

Accordo aggiuntivo alla Convenzione fra l'Italia e la Francia relativa alla costruzione e alla gestione di un traforo attraverso il Monte Bianco, firmata a Parigi il 14 marzo 1953. (Roma, 25 marzo 1965).

AVENANT À LA CONVENTION ENTRE L'ITALIE ET LA FRANCE RELATIVE À LA CONSTRUCTION ET À L'EXPLOITATION D'UN TUNNEL SOUS LE MONT BLANC SIGNÉE À PARIS LE 14 MARS 1953

Le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement de la République Française

Considérant que la société anonyme prévue par l'article 7 de la Convention entre l'Italie et la France relative à la construction et à l'exploitation d'un tunnel sous le Mont Blanc, signée à Paris le 14 mars 1953, n'à pas encore été constituée et qu'il est ainsi apparu nécessaire d'établir provisoirement un régime d'exploitation du tunnel sous le Mont Blanc,

Considérant les articles 7, 8, 10 et 13 de ladite Convention. l'article 11 du Procès-verbal financier, ainsi que les actes de concession y annexés,

Considérant l'avis favorable des Autorités suisses quant à l'application de l'article 11 du Procès-verbal financier annexé à ladite Convention,

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1er

L'exploitation du tunnel sera provisoirement assurée en commun par les deux sociétés concessionnaires.

Article 2

Chacune des deux sociétés concessionnaires de l'exploitation du tunnel s'engagera envers celui des deux Gouvernements auquel elle n'est pas liée par un acte de concession, à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exploitation de la totalité du tunnel.

Article 3

L'exploitation en commun de l'ouvrage sera réalisée conformément aux termes d'un Accord de collaboration conclu par les deux sociétés, préalablement approuvé par le Gouvernement français et le Gouvernement italien.

Toute modification de cet Accord devra également être préalablement approuvée par lesdits Gouvernements.

Article 4

L'exploitation de la totalité du tunnel s'effectuera aux risques et périls des deux sociétés concessionnaires qui seront solidairement responsables.

Article 5

Chacun des deux Gouvernements conservera à sa charge les frais des services de douane, de police et de santé qui lui sont propres.

La police de la circulation dans le tunnel pourra être assurée par des patrouilles mixtes composées soit de personnel de police de chacun des deux Etats, soit partiellement ou même totalement par des agents assermentés de chacune des deux sociétés concessionnaires, conformément à la législation de chaque Etat. La constatation et la répression des infractions seront assurées dans les conditions et selon les modalités prévues par la législation de l'Etat sur le territoire duquel elles auront été commises.

Article 6

L'Accord de collaboration prévu par l'article 3 du présent Avenant devra prévoir:

1° la constitution d'un Comité commun d'administration qui assurera les liaisons entre les deux sociétés ainsi que l'exploitation, l'entretien et la conservation de l'ouvrage et des installations annexes présentes et futures;

2° la constitution d'un organe commun de contrôle des comptes de gestion;

3° la responsabilité solidaire des deux sociétés à l'égard des deux Gouvernements et des tiers en ce qui concerne l'exploitation, l'entretien et la conservation de l'ouvrage et des installations annexes présentes et futures;

4° l'octroi au Comité commun d'administration par les deux sociétés des pouvoirs nécessaires pour l'exécution des accords et décisions des deux Gouvernements qui leur seront signifiés concernant l'exploitation, l'entretien et la conservation de l'ouvrage et des installations annexes présentes et futures.

Article 7

Un compte-rendu d'exploitation établi en commun par les deux sociétés concessionnaire ainsi qu'un rapport de l'organe commun de contrôle prévu au 2° de l'article 6 du présent Avenant, seront adressés annuellement à chacun des deux Gouvernements.

Article 8

Les recettes provenant de la gestion de l'ouvrage seront réparties par moitié entre les deux sociétés concessionnaires après déduction des sommes nécessaires à l'exploitation, à l'entretien et à la conservation de l'ouvrage, étant entendu que chaque société concessionnaire supportera les impôts, taxes et contributions de toute nature afférents à l'exploitation du tunnel et légalement à sa charge.

Article 9

Le Comité commun d'administration prévu au 1° de l'article 6 du présent Avenant comportera deux postes avec voix consultative, réservés à des représentants de l'Etat et de la Ville de Genève.

Article 10

Le présent Avenant entrera en vigueur à une date fixée d'un commun accord par les deux Gouvernements après l'exécution des procédures constitutionnellement requises dans l'un et l'autre des deux Etats.

Fait à Rome le 25 mars 1965 en deux exemplaires.

Pour le Gouvernement de la République Italienne
EGIDIO ORTONA

Pour le Gouvernement de la République Française
ARMAND BERARD

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
FANFANI

LEGGE 14 luglio 1965, n. 922.

Ratifica ed esecuzione degli emendamenti agli articoli 23, 27 e 61 dello Statuto delle Nazioni Unite adottati con la Risoluzione n. 1991 del 17 dicembre 1963 dall'Assemblea generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite nella sua XVIII Sessione.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare gli emendamenti agli articoli 23, 27 e 61 dello Statuto delle Nazioni Unite adottati con la Risoluzione n. 1991 del 17 dicembre 1963 dall'Assemblea generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite nella sua XVIII Sessione.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data agli emendamenti indicati nell'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità all'articolo 108 dello Statuto delle Nazioni Unite.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 14 luglio 1965

SARAGAT

MORO — FANFANI

Visto, *il Guardasigilli*: REALE

Risoluzione n. 1991 adottata il 17 dicembre 1963, dalla XVIII Sessione dell'Assemblea generale dell O.N.U., relativa all'aumento del numero dei membri del Consiglio di sicurezza e del Consiglio economico e sociale.

A

L'Assemblée générale.

Considérant que la composition actuelle du Conseil de sécurité est inéquitable et déséquilibrée,

Reconnaissant que, du fait de l'accroissement du nombre des Etats membres de l'Organisation des Nations Unies, il est nécessaire d'élargir la composition du Conseil de sécurité afin d'y assurer une représentation géographique plus adéquate des membres non permanents et de permettre au Conseil de s'acquitter plus efficacement des fonctions qui lui incombent aux termes de la Charte des Nations Unies,

Considérant les conclusions et recommandations du Comité chargé des dispositions touchant une conférence aux fins d'une revision de la Charte,

1. Décide, conformément à l'article 108 de la Charte des Nations Unies, d'adopter les amendements suivants à la Charte et de les soumettre à la ratification des Etats membres de l'Organisation des Nations Unies:

a) au paragraphe 1 de l'article 23, remplacer le mot « onze », qui figure dans la première phrase, par le mot « quinze » et le mot « six », qui figure dans la troisième phrase, par le mot « dix »;

b) au paragraphe 2 de l'article 23, remanier comme suit la deuxième phrase:

« Lors de la première élection des membres non permanents après que le nombre des membres du Conseil de sécurité aura été porté de onze à quinze, deux des quatre membres supplémentaires seront élus pour une période d'un an »;

c) au paragraphe 2 de l'article 27, remplacer le mot « sept » par le mot « neuf »;

d) au paragraphe 3 de l'article 27, remplacer le mot « sept » par le mot « neuf »;

2. Demande à tous les Etats membres de ratifier les amendements ci-dessus, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives, au plus tard le 1er septembre 1965;

3. Décide en outre que les dix membres non permanents du Conseil de securité seront élus d'après les critères suivants:

a) cinq membres élus parmi les Etats d'Afrique et d'Asie;

b) un membre élu parmi les Etats d'Europe orientale;

c) deux membres élus parmi les Etats d'Amérique latine;

d) deux membres élus parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats.

1285ème Séance plénière
17 décembre 1963

B

L'Assemblée générale

Reconnaissant que, du fait de l'accroissement du nombre des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, il est nécessaire d'élargir la composition du Conseil économique et social en vue d'y assurer une représentation géographique plus adéquate et de permettre au Conseil de s'acquitter plus efficacement des fonctions qui lui incombent aux termes des chapîtres IX et X de la Charte des Nations Unies,

Rappelant les résolutions 974 B et C (XXXVI) du Conseil économique et social, en date du 22 juillet 1963,

Considérant les conclusions et recommandations du Comité chargé des dispositions touchant une conférence aux fins d'une revision de la Charte,

1. Décide, conformément à l'article 108 de la Charte del Nations Unies, d'adopter l'amendement suivant à la Charte et de le soumettre à la ratification des Etats membres de l'Organisation des Nations Unies:

« Article 61.

1. Le Conseil économique et social se compose de vingt-sept membres de l'Organisation des Nations Unies, élus par l'Assemblée générale.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, neuf membres du Conseil économique et social sont élus chaque année pour une période de trois ans. Les membres sortants sont immédiatement rééligibles.

3. Lors de la première élection qui aura lieu après que le nombre des membres du Conseil économique et social aura été porté de dix-huit à vingt-sept, neuf membres seront élus en plus de ceux qui auront été élus en remplacement des six membres dont le mandat viendra à expiration à la fin de l'année. Le mandat de trois de ces neuf membres supplémentaires expirera au bout d'un an et celui de trois autres au bout de deux ans, selon les dispositions prises par l'Assemblée générale.

4. Chaque membre du Conseil économique et social a un représentant au Conseil »;

2. Demande à tous les Etats membres de ratifier l'amendement ci dessus, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives, au plus tard le 1er septembre 1965;

3. Décide en outre que, sans préjudice de la répartition actuelle des sièges au Conseil économique et social, les neuf membres supplémentaires seront élus d'après les critères suivants:

a) sept membres élus parmi les Etats d'Afrique et d'Asie;

b) un membre élu parmi les Etats d'Amérique latine;

c) un membre élu parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats.

1285ème Séance plénière
17 décembre 1963

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
FANFANI

LEGGE 21 luglio 1965, n. **923**.

Abrogazione del divieto, per gli agenti di polizia giudiziaria, dell'esercizio della caccia, a modifica dell'art. 70 del testo unico delle leggi sulla caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Articolo unico.

L'articolo 70 del testo unico 5 giugno 1939, n. 1016, delle leggi sulla caccia è così modificato:

Art. 70. — « Ai guardiacaccia dipendenti dai Comitati provinciali e alle guardie giurate dipendenti da concessionari di bandite e riserve è vietata la caccia e l'uccellagione nelle località in cui esercitano la loro funzione.

Essi possono di volta in volta essere autorizzati, dai Comitati o dai concessionari, a cacciare — nei periodi di apertura — determinate specie di selvaggina.

Gli agenti di vigilanza, di cui all'articolo 68 — escluse le guardie giurate volontarie — sono autorizzati alla uccisione e alla cattura degli animali nocivi in ogni epoca, e a tale scopo possono portare il fucile da caccia con munizione spezzata anche in tempo di divieto purchè siano muniti, in mancanza della normale licenza, dello speciale porto d'armi ».

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 21 luglio 1965

SARAGAT

MORO — TAVIANI — REALE — ANDREOTTI — TREMELLONI — FERRARI AGGRADI

Visto, *il Guardasigilli*: REALE

LEGGE 21 luglio 1965, n. **924**.

Variazioni al bilancio dello Stato ed a quello dell'Amministrazione delle ferrovie dello Stato, per l'anno finanziario 1965.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Negli stati di previsione dei Ministeri del tesoro, di grazia e giustizia e della pubblica istruzione, per l'anno finanziario 1965, sono introdotte le variazioni di cui all'annessa tabella *A*.

Art. 2.

Nello stato di previsione della spesa dell'Amministrazione delle ferrovie delo Stato per l'anno finanziario 1965 sono introdotte le variazioni di cui all'annessa tabella *B*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 21 luglio 1965.

SARAGAT

MORO — COLOMBO — PIERACCINI

Visto, *il Guardasigilli*: REALE

TABELLA *A*

Tabella di variazioni agli stati di previsione della spesa per l'anno finanziario 1965

MINISTERO DEL TESORO

In diminuzione:

Cap. n. 2192 — Spese per fornitura di tondelli monetati, ecc. . . . . . . L. 266.000.000

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

a) *in aumento*:

Cap. n. 1057 — Manutenzione, noleggio ed esercizio di mezzi di trasporto . . . L. 1.000.000

Cap. n. 1099 (di nuova istituzione) — Indennità e rimborso spese di trasporto da corrispondere, a saldo, per missioni nel territorio nazionale effettuate in esercizi anteriori a quello corrente	L.	11.000.000
Cap. n 1100 (di nuova istituzione) — Indennità e rimborso spese di trasporto da corrispondere, a saldo, per trasferimenti effettuati in esercizi anteriori a quello corrente	»	20.000.000
Totale aumenti . . .	L.	32.000.000

b) *in diminuzione*:

Cap. n. 1166 — Acquisto, manutenzione, noleggio ed esercizio di mezzi di trasporto	L.	1.000.000

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

In aumento:

Cap. n. 1070 (di nuova istituzione) — Indennità da corrispondere, a saldo, ai componenti le Commissioni per il conferimento delle supplenze e degli incarichi presso istituti e scuole d'istruzione media, classica, scientifica, magistrale, tecnica e professionale e per l'esame dei ricorsi, per prestazioni effettuate durante l'anno 1964 . .	L.	35.000.000
Cap. n. 1767 (di nuova istituzione) — Indennità e compensi da corrispondere, a saldo, per gli esami nelle scuole medie statali relativi all'anno scolastico 1963-64 . .	»	68.000.000
Cap. n. 2012 (di nuova istituzione) — Indennità e compensi da corrispondere, a saldo, per gli esami nel settore dell'istruzione tecnica relativi all'anno scolastico 1963-64 .	»	132.000.000
	L.	235.000.000

TABELLA *B*

Tabella di variazioni allo stato di previsione della spesa della Amministrazione delle ferrovie dello Stato per l'anno finanziario 1965.

In aumento:

Cap. n. 102 — Premi eccezionali al personale, ecc.	L.	4.000.000.000

In diminuzione:

Cap. n. 101 — Stipendi, ecc., al personale dell'Azienda	L.	4.000.000.000

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 18 giugno 1965, n. 925.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della Parrocchia di San Paolo Apostolo, in comune di Pesaro.

N. 925. Decreto del Presidente della Repubblica 18 giugno 1965, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Pesaro in data 1° settembre 1964, integrato con dichiarazione del 17 ottobre stesso anno, relativo all'erezione della Parrocchia di San Paolo Apostolo, in località Tombaccia del comune di Pesaro.

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 14 *luglio* 1965
Atti del Governo, registro n. 195, *foglio n.* 108. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 18 giugno 1965, n. 926.

Riconoscimento della personalità giuridica della Chiesa parrocchiale di Sant'Antonino Martire, in Pico (Frosinone).

N. 926. Decreto del Presidente della Repubblica 18 giugno 1965, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa parrocchiale di Sant'Antonino Martire, in Pico (Frosinone).

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 14 *luglio* 1965
Atti del Governo, registro n. 195, *foglio n.* 107. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 18 giugno 1965, n. 927.

Riconoscimento della personalità giuridica della Chiesa parrocchiale di Santa Maria del Colle, in Jesi (Ancona).

N. 927. Decreto del Presidente della Repubblica 18 giugno 1965, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa parrocchiale di Santa Maria del Colle, in Jesi (Ancona).

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 14 *luglio* 1965
Atti del Governo, registro n. 195, *foglio n.* 109. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 18 giugno 1965, n. 928.

Riconoscimento della personalità giuridica della Chiesa di San Giovanni Battista, in Villafranca Sicula (Agrigento).

N. 928. Decreto del Presidente della Repubblica 18 giugno 1965, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa di San Giovanni Battista, in Villafranca Sicula (Agrigento).

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 14 *luglio* 1965
Atti del Governo, registro n. 195, *foglio n.* 110. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 15 maggio 1965.

Radiazione dal quadro del naviglio militare dello Stato del rimorchiatore « Licata ».

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Vista la legge 8 luglio 1926, n. 1178, e successive modificazioni, sull'ordinamento della Marina militare;

Visto il decreto ministeriale 6 novembre 1916, con il quale il rimorchiatore olandese « Harmonie » è stato iscritto nel quadro del naviglio militare dello Stato con la denominazione di rimorchiatore « Isonzo »;

Visto il regio decreto 12 febbraio 1928, n. 483, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 72 del 26 marzo 1928, con il quale la cennata unità ha assunto la denominazione di rimorchiatore « Licata »;

Visto lo stato della menzionata unità e tenuto conto che non è conveniente, per motivi d'ordine tecnico-economico, procedere alla sua rimessa in efficienza, come da verbale n. 3075 datato 13 aprile 1965 del Consiglio superiore delle forze armate - Sezione marina;

Sulla proposta del Ministro per la difesa;

Decreta:

Articolo unico.

Il rimorchiatore « Licata », di cui alle premesse, viene radiato dal quadro del naviglio militare dello Stato, a decorrere dal 1° maggio 1965.

Il Ministro proponente, è incaricato della esecuzione del presente decreto che sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

Dato a Roma, addì 15 maggio 1965

SARAGAT

ANDREOTTI

Registrato alla Corte dei conti, addì 30 giugno 1965
Registro n. 36 Difesa-Marina, foglio n. 50

(4872)

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 24 maggio 1965.

Sostituzione di due membri della Commissione centrale per le imposte.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visti gli articoli 2 e 4 del decreto legislativo luogotenenziale 12 ottobre 1944, n. 334;

Visto il proprio decreto in data 28 gennaio 1965, registrato alla Corte dei conti il 17 febbraio 1965, registro n. 5 Finanze, foglio n. 346, relativo alla ricostituzione, per il quadriennio 1° gennaio 1965-31 dicembre 1968, della Commissione centrale per le imposte;

Ritenuta la necessità di provvedere alla sostituzione del dott. Tommaso Flammia, consigliere della Corte dei conti e del dott. Giovanni Santoro, presidente di sezione della Corte di cassazione a riposo, entrambi membri della predetta Commissione, perchè dimissionari;

Vista la deliberazione del Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro per le finanze;

Decreta:

Articolo unico

Il dott. Gaetano Paladini, consigliere della Corte dei conti e il dott. Luigi Mastropasqua, presidente di sezione della Corte di cassazione, sono nominati membri della Commissione centrale per le imposte, in sostituzione rispettivamente del dott. Tommaso Flammia e del dott. Giovanni Santoro.

Il Ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto, che sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Dato a Roma, addì 24 maggio 1965

SARAGAT

MORO — TREMELLONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 9 luglio 1965
Registro n. 24 Finanze, foglio n. 201. — BAIOCCHI

(5105)

DECRETO DEL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI 26 giugno 1965.

Sostituzione di un componente del Consiglio della Sezione speciale per la riforma fondiaria in Campania presso l'Opera nazionale combattenti.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Vista la legge 12 maggio 1950, n. 230, contenente provvedimenti per la colonizzazione dell'Altopiano della Sila e dei territori jonici contermini;

Vista la legge 21 ottobre 1950, n. 841, contenente norme per la espropriazione, bonifica, trasformazione ed assegnazione dei terreni ai contadini;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica, in data 7 febbraio 1951, n. 70, che istituisce la Sezione speciale per la riforma fondiaria in Campania, presso l'Opera nazionale combattenti;

Vista la legge 9 luglio 1957, n. 600, contenente disposizioni per il finanziamento e la riorganizzazione degli Enti e Sezioni speciali di riforma fondiaria e per la bonifica dei territori vallivi del Delta Padano;

Visto il proprio decreto in data 24 agosto 1962, con il quale è stato costituito il Consiglio della Sezione predetta;

Vista la lettera in data 15 marzo 1965, con la quale il dott. Rolando Cian, membro del predetto Consiglio, in qualità di esperto, ha rassegnato le dimissioni dalla carica;

Ritenuta la necessità di procedere alla sostituzione del predetto dott. Rolando Cian;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per l'agricoltura e per le foreste;

Decreta:

Articolo unico

A parziale modifica del decreto, in data 24 agosto 1962, citato nelle premesse, in sostituzione del dott. Rolando Cian, dimissionario, viene nominato, in qualità di esperto il dott. Carlo Borrini.

Roma, addì 26 giugno 1965

Il Presidente del Consiglio dei Ministri
MORO

Il Ministro per l'agricoltura e per le foreste
FERRARI AGGRADI

(5106)

DECRETO MINISTERIALE 18 giugno 1965.

Costituzione del Comitato di vigilanza sulle liquidazioni degli assegni al personale addetto ai pubblici servizi di trasporto in concessione presso l'Istituto nazionale della previdenza sociale.

IL MINISTRO PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 12 del decreto legislativo luogotenenziale 28 maggio 1945, n. 402, portante modificazioni al trattamento di previdenza del personale addetto ai pubblici servizi di trasporto concessi alla industria privata, Provincie e Comuni approvato con regio decreto 30 settembre 1920, n. 1538 e modificato con regio decreto 1° luglio 1937, n. 1569;

Visto l'art. 24 della legge 28 dicembre 1952, n. 4435, che fa obbligo dell'iscrizione al Fondo nazionale di previdenza per gli addetti ai pubblici servizi di trasporto anche al personale dipendente da imprese concessionarie di servizi automobilistici urbani ed extra urbani;

Visto il proprio decreto in data 20 ottobre 1960 concernente la composizione del Comitato di vigilanza sulle liquidazioni degli assegni al personale addetto ai pubblici servizi di trasporto in concessione;

Considerato che, per compiuto quadriennio di durata in carica, si rende necessario procedere alla ricostizione dell'Organo suddetto;

Viste le designazioni all'uopo effettuate dalle Organizzazioni sindacali e dalle Amministrazioni interessate e valutati, ai fini del riparto delle rappresentanze, i dati e le notizie acquisiti al riguardo dall'Amministrazione;

Decreta:

Il Comitato di vigilanza sulle liquidazioni degli assegni al personale addetto ai pubblici servizi di trasporto in concessione, con sede in Roma presso l'Istituto nazionale della previdenza sociale, è costituito, oltre che dal presidente dell'Istituto medesimo, che presiede il Comitato, dai membri di diritto di cui ai punti *a*), *b*), ed *c*) dell'art. 12 del decreto legislativo luogotenenziale 28 maggio 1945, n. 402, e dai membri seguenti:

Castagnoli dott. Pietro, in rappresentanza del Ministero del tesoro;

Bennati Attilio, Caimmi rag. Carlo, Dughera Giuseppe e Morra Lauro, in rappresentanza del personale;

Salvia avv. Ernesto, Marcolin dott. Egidio, Pedote avv. Antonio e Ventura dott. Vincenzo, in rappresentanza delle aziende.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 18 giugno 1965

Il Ministro: DELLE FAVE

(4771)

DECRETO MINISTERIALE 30 giugno 1965.

Nomina di due membri del Consiglio di amministrazione dell'Istituto nazionale di previdenza dei giornalisti italiani « G. Amendola ».

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE
DI CONCERTO CON
IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Visto lo statuto dell'Istituto nazionale di previdenza dei giornalisti italiani « G. Amendola », approvato con il decreto del Presidente della Repubblica 24 agosto 1963, n. 1331, e in particolare gli articoli 7 e 11 dello statuto medesimo concernenti la composizione e la nomina del Consiglio di amministrazione dell'Istituto predetto;

Visto il proprio decreto in data 20 giugno 1964, con il quale è stato nominato il Consiglio di amministrazione dell'Istituto suddetto, con riserva di integrarne la composizione con la nomina del 5° consigliere previsto per la I circoscrizione — in sostituzione del dottor Regdo Scodro designato mediante elezioni e deceduto prima dell'emanazione dell'anzidetto decreto di nomina — non appena si fosse provveduto alla nuova designazione, mediante elezioni suppletive, a norma dell'art. 11, quarto comma, dello statuto;

Vista la nota n. 10935/VS del 12 maggio 1965, con la quale l'Istituto sopra citato, nel riferirsi anche al successivo decesso del consigliere, dott. Pellegrino Pellecchia, nominato per la I circoscrizione, ha rimesso i processi verbali delle operazioni relative alle elezioni suppletive svoltesi nei giorni 25 e 26 aprile 1965, dai quali risulta che, per i due posti vacanti in seno al Consiglio di amministrazione, sono stati designati, in rappresentanza dei giornalisti iscritti all'Istituto, per la I circoscrizione, il dott. Cesare Ugolini e il dott. Ettore Della Giovanna;

Ritenuto di procedere alla integrazione della composizione dell'anzidetto organo consiliare nonchè alla sostituzione del consigliere, dott. Pellegrino Pellecchia, in conformità alle designazioni;

Decreta:

Il dott. Cesare Ugolini e il dott. Ettore Della Giovanna sono nominati membri del Consiglio di amministrazione dell'Istituto nazionale di previdenza dei giornalisti italiani « G. Amendola », in rappresentanza dei giornalisti iscritti all'Istituto medesimo, per la I circoscrizione.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 30 giugno 1965

p. *Il Presidente del Consiglio dei Ministri*
SALIZZONI

Il Ministro per il lavoro e la previdenza sociale
DELLE FAVE

(5115)

DECRETO MINISTERIALE 3 luglio 1965.

Determinazione delle caratteristiche prescritte dall'articolo 714-bis del Codice della navigazione, relativamente all'aeroporto di Rieti.

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto il Codice della navigazione approvato con regio decreto 30 marzo 1942, n. 327;

Vista la legge 4 febbraio 1963, n. 58, che apporta modifiche ed aggiunte agli articoli da 714 a 717 del Codice della navigazione;

Considerato che occorre stabilire, ai sensi dell'articolo 714-*bis* del Codice della navigazione, la direzione e la lunghezza di atterraggio, nonchè il livello medio sia dell'aeroporto che dei tratti di perimetro corrispondenti alle direzioni di atterraggio, sull'aeroporto di Rieti;

Considerato che occorre indicare, altresì, se detto aeroporto è aperto o meno al traffico strumentale e notturno;

Decreta:

Le caratteristiche prescritte dall'art. 714-*bis* del Codice della navigazione, sono determinate, relativamente all'aeroporto di Rieti come segue:

Direzione di atterraggio:
pista principale 160° - 340°;
Lunghezza di atterraggio:
pista principale mt. 1.104,80;
Livello medio dell'aeroporto mt. 389.
Livello medio dei tratti di perimetro corrispondenti alle direzioni di atterraggio:
pista principale testata a 340° mt. 386 - testata a 160° mt. 389.

L'aeroporto non è aperto al traffico strumentale nè al volo notturno.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Roma, addì 3 luglio 1965

Il Ministro: ANDREOTTI

(4889)

DECRETO MINISTERIALE 3 luglio 1965.

Determinazione delle caratteristiche prescritte dall'articolo 714-bis del Codice della navigazione, relativamente all'eroporto di Gioia del Colle.

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto il Codice della navigazione, approvato con regio decreto 30 marzo 1942, n. 327;

Vista la legge 4 febbraio 1963, n. 58, che apporta modifiche ed aggiunte agli articoli da 714 a 717 del Codice della navigazione;

Considerato che occorre stabilire, ai sensi dell'articolo 714-*bis* del Codice della navigazione, la direzione e la lunghezza di atterraggio, nonchè il livello medio sia dell'aeroporto che dei tratti di perimetro corrispondenti alle direzioni di atterraggio, sull'aeroporto di Gioia del Colle;

Considerato che occorre indicare, altresì, se detto aeroporto è aperto o meno al traffico strumentale e notturno;

Decreta:

Le caratteristiche prescritte dall'art. 714-*bis* del Codice della navigazione, sono determinate, relativamente all'aeroporto di Gioia del Colle come segue:

Direzione di atterraggio:
pista principale 320° - 140°.
Lunghezza di atterraggio:
pista principale mt. 3393.
Livello medio dell'aeroporto mt. 347.
Livello medio dei tratti di perimetro corrispondenti alle direzioni di atterraggio:
pista principale testata a 320° mt. 345 - testata a 140° mt. 368.

L'aeroporto è aperto al traffico strumentale ed al volo notturno.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 3 luglio 1965

Il Ministro: ANDREOTTI

(4888)

DECRETO MINISTERIALE 3 luglio 1965.

Determinazione delle caratteristiche prescritte dall'articolo 714-bis del Codice della navigazione, relativamente all'aeroporto di Frosinone.

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto il Codice della navigazione, approvato con regio decreto 30 marzo 1942, n. 327;

Vista la legge 4 febbraio 1963, n. 58, che apporta modifiche ed aggiunte agli articoli da 714 a 717 del Codice della navigazione;

Considerato che occorre stabilire, ai sensi dell'articolo 714-*bis* del Codice della navigazione, la direzione e la lunghezza di atterraggio, nonchè il livello medio sia dell'aeroporto che dei tratti di perimetro corrispondenti alle direzioni di atterraggio, sull'aeroporto di Frosinone;

Considerato che occorre indicare, altresì, se detto aeroporto è aperto o meno al traffico strumentale e notturno;

Decreta:

Le caratteristiche prescritte dall'art. 714-*bis* del Codice della navigazione, sono determinate, relativamente all'aeroporto di Frosinone come segue:

Direzione di atterraggio:
pista principale 170° - 350°.
Lunghezza di atterraggio:
pista principale mt. 1450.
Livello medio dell'aeroporto mt. 180.
Livello medio dei tratti di perimetro corrispondenti alle direzioni di atterraggio:
pista principale testata a 350° mt. 178 - testata a 170° mt. 192.

L'aeroporto non è aperto al traffico strumentale nè al volo notturno.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 3 luglio 1965

Il Ministro: ANDREOTTI

(4886)

DECRETO MINISTERIALE 3 luglio 1965.

Determinazione delle caratteristiche prescritte dall'articolo 714-bis del Codice della navigazione, relativamente all'aeroporto di Vicenza.

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto il Codice della navigazione approvato con règio decreto 30 marzo 1942, n. 327;

Vista la legge 4 febbraio 1963, n. 58, che apporta modifiche ed aggiunte agli articoli da 714 e 717 del Codice della navigazione;

Considerato che occorre stabilire, ai sensi dell'articolo 714-*bis* del Codice della navigazione, la direzione e la lunghezza di atterraggio, nonchè il livello medio sia dell'aeroporto che dei tratti di perimetro corrispondenti alle direzioni di atterraggio, sull'aeroporto di Vicenza;

Considerato che occorre indicare, altresì, se detto aeroporto è aperto al traffico strumentale e notturno;

Decreta:

Le caratteristiche prescritte dall'art. 714-*bis* del Codice della navigazione, sono determinate, relativamente all'aeroporto di Vicenza come segue:

Direzione di atterraggio:
pista principale 360° - 180°;
Lunghezza di atterraggio:
pista principale mt. 1.475;
Livello medio dell'aeroporto mt. 39;
Livello medio dei tratti di perimetro corrispondenti alle direzioni di atterraggio:
pista principale testata a 360° mt. 40 - testata a 180° mt. 38.

L'aeroporto non è aperto al traffico strumentale nè al volo notturno.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 3 luglio 1965

Il Ministro: ANDREOTTI

(4995)

DECRETO MINISTERIALE 3 luglio 1965.

Determinazione delle caratteristiche prescritte dall'articolo 714-bis del Codice della navigazione, relativamente all'aeroporto di Venegono.

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto il Codice della navigazione approvato con regio decreto 30 marzo 1942, n. 327;

Vista la legge 4 febbraio 1963, n. 58, che apporta modifiche ed aggiunte agli articoli da 714 e 717 del Codice della navigazione;

Considerato che occorre stabilire, ai sensi dell'articolo 714-*bis* del Codice della navigazione, la direzione e la lunghezza di atterraggio, nonchè il livello medio sia dell'aeroporto che dei tratti di perimetro corrispondenti alle direzioni di atterraggio, sull'aeroporto di Venegono;

Considerato che occorre indicare, altresì, se detto aeroporto è aperto o meno al traffico strumentale e notturno;

Decreta:

Le caratteristiche prescritte dall'art. 714-*bis* del Codice della navigazione, sono determinate, relativamente all'aeroporto di Venegono come segue:

Direzione di atterraggio:
pista principale 175° - 355°;
Lunghezza di atterraggio:
pista principale mt. 1.540;
Livello medio dell'aeroporto mt. 320;
Livello medio dei tratti di perimetro corrispondenti alle direzioni di atterraggio:
pista principale testata N. mt. 326,40 - testata S. mt. 313,60.

L'aeroporto non è aperto al traffico strumentale nè al volo notturno.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 3 luglio 1965

Il Ministro: ANDREOTTI

(4994)

DECRETO MINISTERIALE 8 luglio 1965.

Incameramento a favore dell'Erario della cauzione prestata dalla ditta individuale Compagnoni Giulio (fallita) già corrente in Roma, via della Magliana, 92, ai sensi dell'art. 4 della legge 20 luglio 1952, n. 1126 e del decreto ministeriale 30 ottobre 1952.

IL MINISTRO PER IL COMMERCIO CON L'ESTERO

Visto l'art. 4 della legge 20 luglio 1952, n. 1126, relativa a disposizioni integrative in materia valutaria e di commercio con l'estero;

Visto il proprio decreto 30 ottobre 1952, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 257 del 6 novembre stesso anno relativo a prestazione di cauzione per importazione di merce dall'estero con pagamento in valuta di conti valutari;

Considerato che la ditta individuale Compagnoni Giulio (fallita) già corrente in Roma, via della Magliana n. 92, ha chiesto di effettuare un pagamento anticipato per importazione di merci dall'estero del seguente valore:

Mod. B Import n. 828143, emesso il 12 ottobre 1960 dalla succursale di Udine della Banca Commerciale Italiana per l'importo di lire 999.000 (novecentonovantanovemilalire);

Visti gli atti con i quali la ditta interessata ha effettuato detto pagamento anticipato ed ha prestato cauzione in favore dell'Ufficio italiano dei cambi, ai sensi della legge e del decreto ministeriale summenzionati;

Considerato che in seguito a richiesta dell'Ufficio italiano dei cambi la succursale di Udine della Banca Commerciale Italiana, emittente del mod. B Import n. 828143, confermò che il medesimo era rimasto doganalmente inutilizzato per Lit. 761.496;

Considerato che a seguito del fallimento della ditta il Nucleo centrale della polizia tributaria della Guardia di finanza non ha potuto interpellare direttamente l'operatore e che il curatore fallimentare, dott. Giorgio Capoccia ha dichiarato di non essere in possesso di alcuna documentazione inerente all'operazione di cui trattasi;

Considerato che per quanto precede non è stato possibile acquisire la prova dell'avvenuta importazione della merce (legname) pagata in via anticipata, limitatamente all'importo di Lit. 761.496;

Decreta:

Art. 1.

Si dispone l'incameramento in favore dell'Erario dello Stato della cauzione a suo tempo prestata dalla ditta individuale Compagnoni Giulio (fallita) già corrente in Roma, via della Magliana, 92, limitatamente al 10 % del seguente importo: lire 761.496 (lire settecentosessantunomilaquattrocentonovantasei).

Art. 2.

L'Ufficio italiano dei cambi provvederà alla esecuzione del presente decreto.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 8 luglio 1965

Il Ministro: MATTARELLA

(4890)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vacanza della cattedra di « Tecnica industriale e commerciale », presso la Facoltà di economia e commercio della Università di Roma.

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che presso la Facoltà di economia e commercio dell'Università di Roma, è vacante la cattedra di « Tecnica industriale e commerciale », alla cui copertura la Facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento medesimo dovranno presentare le proprie domande direttamente al preside della Facoltà entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(5350)

Esito di ricorsi

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 7 maggio 1965, registrato alla Corte dei conti il 1° luglio 1965, registro n. 52 Pubblica istruzione, foglio n. 299, è stato dichiarato inammissibile il ricorso straordinario prodotto dal comune di Volterra avverso il decreto ministeriale in data 28 febbraio 1963, con il quale veniva dichiarata di notevole interesse pubblico, ai sensi della legge 29 giugno 1939, n. 1497, la zona comprendente l'abitato comunale di Volterra e i terreni circostanti con esclusione delle zone a nord e nord-est della città.

(5088)

Con decreto presidenziale del 21 maggio 1965, registrato alla Corte dei conti il 21 giugno 1965, registro n. 50 Pubblica istruzione, foglio n. 27, è stato respinto il ricorso straordinario prodotto il 9 febbraio 1963 dalla prof.ssa Monetta Luisa Liliana De Feo, avverso la decisione con la quale è Commissione dei ricorsi, costituita presso il Provveditorato agli studi di Salerno, aveva respinto il suo gravame contro la mancata valutazione, ai fini del punteggio, della qualifica di « distinto » attribuitale nell'anno scolastico 1959-60.

(4958)

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 21 maggio 1965, registrato alla Corte dei conti il 1° luglio 1965, registro n. 52 Pubblica istruzione, foglio n. 241, è stato respinto il ricorso al Governo della Repubblica prodotto dal comune di San Martino Buon Albergo avverso il decreto ministeriale in data 25 ottobre 1961, con il quale veniva dichiarata di notevole interesse pubblico, ai sensi della legge 29 giugno 1939, n. 1497, la zona del fiume Fibbio sita nell'ambito dei comuni di San Martino Buon Albergo e Verona.

(5089)

MINISTERO DEL BILANCIO

Avvisi di rettifica

Nel decreto ministeriale 7 aprile 1965, concernente: « Composizione del Comitato regionale per la programmazione economica dell'Umbria », pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 14 aprile 1965, n. 94, ove è detto: « Comini Roberto, Bartolini Nello . . . », e: « . . . Ceccatelli dott. Gino . . . », leggasi: « Pomini Roberto, Bartolini Mario Andrea . . . », e: « . . . Ceccatelli dott. Dino . . . ».

(5319)

Nel decreto ministeriale 7 aprile 1965, concernente: « Composizione del Comitato regionale per la programmazione economica del Molise », pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 14 aprile 1965, n. 94, ove è detto: « Carbone dott. Michele . . . », leggasi: « Carlone Michele. . . . ».

(5320)

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione al comune di Lampedusa e Linosa ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1963

Con decreto ministeriale in data 21 luglio 1965, il comune di Lampedusa e Linosa (Agrigento), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 15.690.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1963 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5157)

Autorizzazione al comune di Albinea ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1964

Con decreto ministeriale in data 21 luglio 1965, il comune di Albinea (Reggio Emilia), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 4.312.586, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1964 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5158)

Autorizzazione al comune di Villa Estense ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1964

Con decreto ministeriale in data 21 luglio 1965, il comune di Villa Estense (Padova), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 2.466.050, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1964 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5159)

MINISTERO DELLA DIFESA - ESERCITO

Rettifiche apportate a precedenti decreti di ricompense al valor militare

Decreto presidenziale 15 giugno 1965
registrato alla Corte dei conti, addì 20 luglio 1965
registro n. 56 Esercito, foglio n. 400

I seguenti decreti relativi a concessioni di ricompense al valor militare sono rettificati come qui di seguito indicato:

Decreto presidenziale 30 giugno 1950, registrato alla Corte dei conti l'8 agosto 1950, registro n. 29 Esercito, foglio n. 34 (Bollettino ufficiale 1950, dispensa 15, pagina 2096):

Capuzzo Armando, fu Andrea e di Gerasoni Antonietta, da San Benedetto dei Marsi (L'Aquila), classe 1915, fante 122° Reggimento fanteria « Macerata ». Le generalità vengono così rettificate: Capuzza Armando, fu Andrea e di Cerasani Antonia.

Regio decreto 3 aprile 1926, registrato alla Corte dei conti il 19 aprile 1926, registro n. 7 Guerra, foglio n. 275 (Bollettino ufficiale 1926, dispensa 22, pagina 1288):

Cerame Giuseppe, da Marsala (Trapani), sergente maggiore 2° Reggimento fanteria. Il cognome viene così rettificato: Cirami.

Regio decreto 4 agosto 1942, registrato alla Corte dei conti il 7 ottobre 1942, registro n. 39 Esercito, foglio n. 83 (Bollettino ufficiale 1942, dispensa 111, pagina 9028):

Francioso Donato, fu Stefano e di Cisternina Maria, da Montalbano Jonico (Matera), fante 47° Reggimento fanteria. Il cognome della madre viene rettificato in « Cisternino » ed il luogo di nascita in « Montalbano - frazione di Fasano (Brindisi) ».

Regio decreto 16 marzo 1902:

Miccoli Nicodemo, da Siena, carabiniere. Le generalità vengono così rettificate: Niccoli Niccodemo.

Regio decreto 13 aprile 1962, registrato alla Corte dei conti il 30 maggio 1962, registro n. 36 Esercito, foglio n. 59 (Bollettino ufficiale 1962, dispensa 28, pagina 2740):

Olivieri Eugenio, fu Antonio, da Belluno, classe 1912, sottotenente 3ª Divisione alpina « Julia » - 3° artiglieria alpina (*alla memoria*). Il grado viene così rettificato: capitano.

(5261)

MINISTERO DELLA SANITÀ

Autorizzazione alla libera vendita dell'acqua minerale denominata « Santafiora »

Con decreto n. 841 del 20 luglio 1965, la ditta Paci Vinicio, con sede a Monte San Savino è autorizzata a smerciare in bottiglie l'acqua minerale denominata « Santafiora » che sgorga dalla fonte omonima nel territorio del comune di Monte San Savino (Arezzo).

L'acqua verrà imbottigliata in recipienti di vetro verde del tipo comunemente usato per le acque minerali, della capacità di due litri, un litro e mezzo litro, contrassegnate da etichette rettangolari delle dimensioni di cm. 20 x cm. 11 per i recipienti di due ed un litro e di cm 15 x cm. 9 per i recipienti di mezzo litro, stampate su fondo bianco.

Nel riquadro centrale, in colore azzurro vi è raffigurata una persona che attinge dell'acqua in un bicchiere sullo sfondo di monti ed alberi e si legge dall'alto in basso: « Acqua minerale (in caratteri blu) — Sorgente (in caratteri blu) — Santafiora (in caratteri rossi) — di Monte San Savino — Arezzo in caratteri blu) — Medio minerale — ipotonica — bicarbonato — sodica — solfato — calcico — magnesiaca — batteriologicamente pura. In fondo gli estremi del presente decreto di autorizzazione.

Nel riquadro di sinistra sono riportati, in caratteri rossi e blu, i dati relativi alle costanti chimico-fisiche ed alle sostanze presenti in un litro d'acqua secondo l'analisi eseguita in data 16 aprile 1961 dal prof. Camillo Porlezza, dell'Istituto di chimica generale dell'Università di Pisa. In fondo, stampata in caratteri rossi, la frase: « addizionata di acido carbonico ».

Nel riquadro di destra, in caratteri rossi e blu, sono riportati superiormente il giudizio di purezza batteriologica formulato in data 13 aprile 1961 dal prof. Giuseppe Mazzetti, direttore dell'Istituto di igiene dell'Università di Firenze ed inferiormente le caratteristiche cliniche e le proprietà terapeutiche dell'acqua minerale, studiate dal prof. Renato Martinelli, titolare della cattedra di idrologia medica dell'Università di Firenze.

Il tutto conforme agli esemplari allegati al presente decreto.

L'acqua minerale verrà addotta mediante apposita tubazione di acciaio inossidabile posta in cunicolo ispezionabile della lunghezza di metri 25, dalla sorgente allo stabilimento di imbottigliamento.

L'acqua minerale addizionata di gas acido carbonico purissimo.

La chiusura delle bottiglie sarà fatta con tappi corona in modo da evitare alterazione o sostituzioni dell'acqua minerale.

La zona di protezione avrà un raggio di metri 20 dalla sorgente e sarà recintata con rete metallica.

(5204)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 144

Corso dei cambi del 2 agosto 1965 preso la sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	624,72	624,72	624,72	624,72	624,70	624,71	624,72	624,72	624,71	624,73
$ Can.	577,60	577,30	577,50	577,25	576,30	577,80	577,35	577,70	577,80	577,80
Fr. Sv.	144,76	144,75	144,78	144,775	144,72	144,77	144,77	144,77	144,75	144,77
Kr. D.	90,07	90,07	90,05	90,055	90 —	90,07	90,055	90,07	90,07	90,07
Kr. N.	87,35	87,36	87,38	87,33	87,30	87,36	87,31	87,35	87,36	87,35
Kr. Sv.	120,70	120,88	120,90	120,905	120,80	120,94	120,875	121 —	120,94	120,93
Fol.	173,40	173,41	173,40	173,44	173,30	173,36	173,4150	173,40	173,37	173,40
Fr. B.	12,58	12,588	12,5880	12,5890	12,59	12,59	12,5880	12,60	12,58	12,585
Franco francese	127,48	127,48	127,495	127,49	127,50	127,48	127,49	127,50	127,48	127,48
Lst.	1744,26	1743,90	1744,10	1743,85	1743,75	1744,25	1743,90	1744,35	1744,30	1744,25
Dm. occ.	155,75	155,72	155,72	155,695	155,65	155,72	155,72	155,75	155,70	155,75
Scell. Austr.	24,21	24,21	24,21	24,21	24,15	24,11	24,2130	24,20	24,21	24,21
Escudo Port.	21,74	21,74	21,735	21,75	21,92	21,75	21,75	21,75	21,75	21,75

Media dei titoli del 2 agosto 1965

Rendita 5 % 1935	101,275
Redimibile 3,50 % 1934	96,50
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	84,90
Id. 5 % (Ricostruzione)	96,20
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	95,10
Id. 5 % (Città di Trieste)	95,55
Id. 5 % (Beni Esteri)	95,075
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1966)	100,45
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° gennaio 1968)	100,85
Id. 5 % (» 1° aprile 1969)	100,85
Id. 5 % (» 1° gennaio 1970)	100,85
Id. 5 % (» 1° gennaio 1971)	100,95
Id. 5 % (» 1° aprile 1973)	100,85
Id. 5 % (» 1° aprile 1974)	100,45
B. T. Poliennali 5 % (» 1° ottobre 1966)	100,40

Il Contabile del Portafoglio dello Stato: ZODDA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 2 agosto 1965

1 Dollaro USA	624,72
1 Dollaro canadese	577,30
1 Franco svizzero	144,772
1 Corona danese	90,055
1 Corona norvegese	87,32
1 Corona svedese	120,89
1 Fiorino olandese	173,427
1 Franco belga	12,588
1 Franco francese	127,49
1 Lira sterlina	1743,875
1 Marco germanico	155,707
1 Scellino austriaco	24,211
1 Escudo Port.	21,75

CONCORSI ED ESAMI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

CONSIGLIO NAZIONALE DELLE RICERCHE

Concorso per esami a due posti di consigliere di 3ª classe nel ruolo della carriera direttiva del personale dei servizi amministrativi del Consiglio nazionale delle ricerche.

IL PRESIDENTE
DEL CONSIGLIO NAZIONALE DELLE RICERCHE

Veduta la legge 11 dicembre 1962, n. 1683, contenente norme relative al personale del Consiglio nazionale delle ricerche;

Veduto il testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3;

Veduto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, recante norme di esecuzione al testo unico sopra citato;

Dispone:

Art. 1.

E' indetto un concorso per esami a due posti di consigliere di 3ª classe nel ruolo della carriera direttiva del personale dei servizi amministrativi del Consiglio nazionale delle ricerche.

Art. 2.

Requisiti per l'ammissione al concorso

Gli aspiranti ai posti di cui al precedente articolo devono soddisfare alle seguenti condizioni:

A) essere in possesso di uno dei seguenti titoli di studio:

diploma di laurea in giurisprudenza, in economia e commercio, in scienze politiche o politico-sociali.

Possono partecipare al concorso anche gli impiegati delle carriere di concetto del Consiglio nazionale delle ricerche che non siano in possesso di uno dei suddetti titoli di studio, purchè rivestano qualifica non inferiore a quella di segretario aggiunto od equiparata e siano muniti di diploma di istituto di istruzione secondaria di secondo grado;

B) aver compiuto alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande il diciottesimo anno di età e non oltrepassato il trentaduesimo.

Il limite massimo di età è elevato:

1) di anni due per coloro che siano coniugati alla scadenza del termine utile per la presentazione delle domande di ammissione al concorso, più un anno per ogni figlio vivente alla data medesima;

2) di anni cinque:

a) per coloro che abbiano partecipato, nei reparti delle forze armate dello Stato, ovvero in qualità di militarizzati o assimilati, alle operazioni della guerra 1940-43 o della guerra di liberazione;

b) per i partigiani combattenti e per i cittadini deportati o internati dal nemico posteriormente all'8 settembre 1943;

c) per coloro che appartengono alle altre categorie alle quali sono applicabili i benefici previsti dalle disposizioni in vigore a favore dei combattenti.

Sono esclusi dai benefici di cui sopra coloro che abbiano riportato condanne per reati commessi durante il servizio militare anche se sia successivamente intervenuta amnistia, indulto o commutazione di pena e coloro che si trovino nei casi previsti dall'art. 11 del decreto legislativo 4 marzo 1948, n. 137, ratificato con la legge 23 febbraio 1952, n. 93;

d) per i profughi dall'Eritrea, dall'Etiopia, dalla Libia (limitatamente ai rimpatriati fino al 23 dicembre 1951) e dalla Somalia (limitatamente ai rimpatriati fino al 31 marzo 1950);

e) per i profughi dai territori sui quali, in seguito al trattato di pace, è cessata la sovranità dello Stato italiano;

f) per i profughi dai territori esteri;

g) per i profughi da zone del territorio nazionale colpite dalla guerra;

h) per i connazionali rimpatriati dall'Egitto, dalla Tunisia e da Tangeri di cui alla legge 25 ottobre 1960, n. 1306;

3) il limite massimo di età è poi elevato ad anni 39:

a) per i combattenti o assimilati decorati di medaglia al valore militare o croce di guerra al valore militare oppure per i promossi per merito di guerra;

b) per i capi di famiglia numerosa costituita da almeno sette figli viventi. Sono equiparati ai figli viventi quelli caduti in guerra.

Le elevazioni di cui al precedente n. 1) si cumulano con le elevazioni contemplate nei numeri 2) e 3), purchè complessivamente non si superino i 40 anni;

4) il limite massimo di età è protratto a 40 anni, ritenendosi però assorbita ogni altra elevazione eventualmente spettante, per coloro che abbiano riportato, per comportamento contrario al regime fascista, sanzioni penali o di polizia, ovvero siano stati deportati o internati per motivi di persecuzione razziale;

5) ai candidati già colpiti dalle abrogate leggi razziali non viene computato, agli effetti del limite massimo di età, il periodo intercorso dal 5 settembre 1938 al 9 agosto 1944, ai sensi dell'art. 5 del regio decreto-legge 20 gennaio 1944, n. 25, convertito senza modifiche nella legge 5 maggio 1949, n. 178. In ogni caso ed anche quando si possono cumulare altri benefici non si può superare il limite massimo di anni 40;

6) per gli assistenti ordinari di Università o di Istituto di istruzione universitaria, cessati dal servizio per motivi non disciplinari, il limite massimo di età è aumentato di un periodo pari a quello di appartenenza ai ruoli di assistente, mentre per gli assistenti straordinari, volontari ed incaricati, sia in attività sia cessati dal servizio per ragioni di carattere non disciplinare, tale limite è aumentato di un periodo pari a metà del servizio prestato presso l'Università od Istituto di istruzione universitaria. In ogni caso e anche quando si possano cumulare altri benefici non si può superare il limite massimo di anni 40;

7) il limite massimo di età è protratto a 45 anni, ritenendosi assorbita ogni altra elevazione spettante, per il personale licenziato dagli enti di diritto pubblico e da altri enti sotto qualsiasi forma costituiti, soggetti alla vigilanza dello Stato e comunque interessanti la finanza statale, soppressi o messi in liquidazione in applicazione della legge 4 dicembre 1956, n. 1404;

8) il limite massimo di età è elevato a 55 anni per i mutilati e invalidi ex militari di guerra, per i mutlati ed invalidi per la lotta di liberazione, per i mutilati e invalidi civili per fatti di guerra, per i mutilati e invalidi per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, per i mutilati e invalidi per servizio militare o civile, per i mutilati e invalidi in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane (limitatamente agli eventi verificatisi fino al 23 dicembre 1951 per la Libia e fino al 31 marzo 1950 per la Somalia), per i mutilati e invalidi in occasione di azioni singole o collettive aventi fini politici nelle Provincie di confine con la Jugoslavia e nei territori soggetti a detto Stato, per i mutilati ed invalidi per i fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953, per i mutilati ed invalidi già facenti parte delle forze armate tedesche o delle formazioni armate da esse organizzate, indicate nell'art. 9 della legge 5 gennaio 1955, n. 14, per i mutilati ed invalidi in seguito a deportazione o internamento ad opera del nemico, per i mutilati ed invalidi di cui alla legge 24 novembre 1961, n. 1298, e per i mutilati ed invalidi civili di cui alla legge 5 ottobre 1962, n. 1539.

Non sono ammessi a fruire di tale beneficio gli invalidi assegnati alla nona e decima categoria di pensione, ad eccezione di quelli contemplati dalle voci da 4 a 10 della categoria nona e da 3 a 6 della categoria decima della tabella *A*) allegata al decreto luogotenenziale 20 maggio 1917, n. 876, e dalle voci 4), 6), 7), 8), 9), 10) e 11) della tabella *B*) del regio decreto 12 luglio 1923, n. 1491, richiamato dalla legge 3 giugno 1950, n. 375;

9) si prescinde dal limite massimo di età nei confronti:

a) degli impiegati civili di ruolo e non di ruolo del Consiglio nazionale delle ricerche e delle altre Amministrazioni dello Stato;

b) dei sottufficiali dell'Esercito, della Marina e dell'Aeronautica che, in applicazione dei decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato 13 maggio 1947, n. 500, e 5 settembre 1947, n. 1220, siano cessati dal servizio a domanda o anche di autorità e non siano stati contemporaneamente reimpiegati come civili;

c) essere cittadini italiani. Sono equiparati ai cittadini dello Stato gli italiani non appartenenti alla Repubblica;

d) avere il godimento dei diritti politici e non essere incorsi, qualora non abbiano raggiunto la maggiore età, in nessuna delle cause che ne impediscano il possesso;

e) avere sempre tenuta buona condotta civile e morale;

f) avere l'idoneità fisica al servizio continuativo ed incondizionato nell'impiego al quale il concorso si riferisce;

g) avere assolto agli obblighi imposti dalle leggi sul reclutamento militare.

Non possono essere ammessi al concorso, a norma dell'art. 2, quinto comma, del testo unico delle disposizioni sullo statuto degli impiegati civili dello Stato, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, coloro che siano stati destituiti o dispensati dall'impiego presso una pubblica Amministrazione, nè possono parteciparvi, a norma dell'art. 128, secondo comma, del citato testo unico, coloro che siano stati dichiarati decaduti da altro impiego statale ai sensi dell'art. 127, lettera *d*), dello stesso testo unico, per avere conseguito l'impiego mediante la produzione di documenti falsi o viziati da invalidità insanabile.

L'esclusione dal concorso per difetto dei requisiti prescritti è disposta con provvedimento motivato dal Presidente del Consiglio nazionale delle ricerche.

Art. 3.

Presentazione delle domande di ammissione

Le domande di ammissione al concorso, indirizzate al presidente del Consiglio nazionale delle ricerche, redatte su carta bollata (si veda lo schema esemplificativo allegato al presente decreto) e firmate dagli aspiranti, dovranno essere presentate o fatte pervenire al Consiglio nazionale delle ricerche Ufficio del personale, piazzale delle Scienze. 7, Roma, entro il termine perentorio di giorni trenta a decorrere dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Nelle domande gli aspiranti dovranno dichiarare:

a) nome e cognome (scritti in carattere stampatello se la domanda non sia dattiloscritta);

b) la data e il luogo di nascita. I candidati, che abbiano superato il limite massimo di età previsto dal primo comma, della lettera *B*) del precedente art. 2, dovranno indicare, al fine dell'ammissione al concorso, i titoli posseduti che danno diritto alla elevazione del suddetto limite;

c) il possesso della cittadinanza italiana;

d) il Comune dove sono iscritti nelle liste elettorali, ovvero i motivi della mancata iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;

e) di non aver riportato condanne penali. Le eventuali condanne penali ed i procedimenti penali eventualmente pendenti devono essere espressamente indicati, anche se sia stata concessa amnistia, condono, indulto o perdono giudiziale;

f) il titolo di studio, specificando presso quale Università lo abbiano conseguito e in quale data;

g) la loro posizione nei riguardi degli obblighi imposti dalle leggi sul reclutamento militare;

h) il proprio domicilio o recapito al quale si desidera che siano trasmesse le eventuali comunicazioni.

Nelle domande gli aspiranti dovranno inoltre dichiarare di non essere stati destituiti o dispensati dall'impiego presso una pubblica Amministrazione e di non essere stati dichiarati decaduti da altro impiego statale, ai sensi dell'art. 127, lettera *d*), del testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, per aver conseguito l'impiego mediante la produzione di documenti falsi o viziati da invalidità insanabile.

La firma, che gli aspiranti apporranno in calce alla domanda, dovrà essere autenticata da notaio o dal segretario comunale del luogo in cui gli aspiranti stessi risiedono. Per i dipendenti del Consiglio nazionale delle ricerche e dello Stato, in luogo della predetta autenticazione, è sufficiente il visto del capo dell'ufficio presso il quale prestano servizio.

Non si terrà conto delle domande che perverranno o saranno presentate al Consiglio nazionale delle ricerche dopo il termine sopra indicato, anche se spedite per posta o con qualsiasi altro mezzo entro il termine stesso. Non si terrà conto, inoltre, delle domande nelle quali risulta omessa od incompleta la dichiarazione del possesso dei requisiti necessari. Non si terrà conto, infine, delle domande nelle quali la firma degli aspiranti non risulti autenticata o vistata a norma del precedente comma.

La data di arrivo delle domande è stabilita dal timbro a calendario apposto su di esse dal competente ufficio del Consiglio nazionale delle ricerche.

Art. 4.

Possesso dei requisiti

I requisiti per ottenere l'ammissione al concorso devono essere posseduti alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande.

I requisiti che diano titoli di precedenza o di preferenza per la nomina al posto, anche se vengono ad essere posseduti dopo la scadenza del termine utile per la presentazione delle domande, possono essere documentati entro il termine stabilito dal successivo articolo 8.

Art. 5.

Programma degli esami

Il programma degli esami è stabilito come segue:

Prove scritte:

Diritto civile;
Diritto amministrativo;
Storia della scienza.

Prova orale:

La prova orale verte sulle materie oggetto delle prove scritte e comprende inoltre:

Diritto costituzionale;
Diritto del lavoro;
Nozioni sull'amministrazione del patrimonio e sulla contabilità generale dello Stato.

In aggiunta alle prove obbligatorie il concorrente può chiedere di essere sottoposto a prove orali facoltative di una o più lingue straniere.

Art. 6.

Svolgimento degli esami

Per lo svolgimento delle prove scritte ed orali si osserveranno le norme di cui al testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, ed al decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686.

Le prove scritte e quelle orali del concorso avranno luogo a Roma.

Ai candidati sarà data comunicazione in tempo utile del giorno, dell'ora e dei locali in cui tanto le prove scritte quanto quelle orali saranno tenute.

L'Amministrazione non assume alcuna responsabilità per il caso di dispersione di comunicazioni dipendente da inesatte indicazioni del recapito da parte del concorrente o da mancata oppure tardiva comunicazione del cambiamento dell'indirizzo indicato nella domanda. Nè per eventuali disguidi postali o telegrafici non imputabili a colpa dell'Amministrazione stessa.

Per sostenere le prove scritte e quelle orali i candidati dovranno essere muniti, ad esclusione di altri, di uno dei seguenti documenti di riconoscimento:

a) fotografia recente applicata su carta bollata con firma autenticata dal sindaco del Comune di residenza o da un notaio;

b) libretto ferroviario personale, se il candidato è dipendente di ruolo o non di ruolo del Consiglio nazionale delle ricerche o di una Amministrazione statale;

c) tessera postale o carta di identità;

d) porto d'armi;

e) patente automobilistica;

f) passaporto.

Alla prova orale saranno ammessi i candidati che abbiano riportato una media di almeno sette decimi nelle prove scritte e non meno di sei decimi in ciascuna di esse.

La prova orale non si intenderà superata se i candidati non avranno ottenuto in essa almeno la votazione di sei decimi.

Per le prove orali facoltative di lingue straniere il concorrente può beneficiare di un massimo di un punto per ciascuna lingua, purchè raggiunga in ciascuna prova una sufficienza di punti 0,60.

La votazione complessiva sarà stabilita dalla somma della media dei punti riportati nelle prove scritte, del punto ottenuto in quella orale e dei punti eventualmente ottenuti nelle prove facoltative di lingue straniere.

Art. 7.

Graduatoria generale di merito e graduatoria dei vincitori

La graduatoria generale di merito del concorso sarà formata secondo l'ordine dei punti riportati nella votazione complessiva e quella dei vincitori con l'osservanza delle disposizioni in vigore che prevedono riserve di posti.

A parità di merito si applicheranno le disposizioni di cui all'articolo 5, comma quarto, del più volte citato testo unico approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

La graduatoria di merito e quella dei vincitori del concorso saranno approvate con decreto del Presidente del Consiglio nazionale delle ricerche.

Art. 8.

Documenti da produrre in seguito a richiesta del Consiglio nazionale delle ricerche per ottenere la precedenza o la preferenza in ordine alla inclusione nella graduatoria dei vincitori.

I concorrenti che abbiano superato la prova orale e che possano far valere titoli validi ai fini dell'elevazione del limite massimo di età, o ai fini della preferenza a parità di merito o della riserva di posti in ordine alla determinazione della graduatoria dei vincitori, devono far pervenire al Consiglio nazionale delle ricerche - Ufficio del personale - piazzale delle Scienze, 7, Roma, entro il termine perentorio di giorni venti dalla data del ricevimento della apposita comunicazione, i documenti attestanti il possesso di questi titoli, redatti nella forma di seguito indicata:

a) gli ex combattenti della guerra 1940-43 e della guerra di liberazione, della lotta di liberazione (partigiani e combattenti), i militari e militarizzati che dopo il 14 settembre 1943 attraversarono le linee nemiche ponendosi a disposizione di un comando militare nazionale, i prigionieri delle Nazioni Unite, i prigionieri cooperatori al seguito delle forze armate alleate operanti, i prigionieri in Germania o in Giappone, i militari e militarizzati addetti alla bonifica dei campi minati, dragaggio mine, ecc., di cui al decreto legislativo 4 marzo 1948, n. 137, ratificato, con modificazioni dalla legge 23 febbraio 1952, n. 93, i combattenti della guerra di liberazione delle formazioni non regolari di cui al decreto-legge 19 marzo 1948, n. 241, gli alto-atesini che hanno prestato servizio di guerra nelle forze armate tedesche di cui alla legge 2 aprile 1958, n. 364, dovranno produrre, a secondo dell'Arma o Corpo di appartenenza, la dichiarazione integrativa munita di bollo di cui alla circolare n. 5000 del 1° agosto 1948 dello Stato Maggiore dell'Esercito, o quella di cui alla circolare n. 202860 Od/6 dell'8 luglio 1948 dello Stato Maggiore dell'Aeronautica ovvero quella di cui alla circolare n. 27200/Om del 3 luglio 1948 dello Stato Maggiore della Marina;

b) i reduci dalla deportazione o dall'internamento presenteranno apposita attestazione in carta bollata, rilasciata dal prefetto della Provincia nel cui territorio l'interessato ha la sua residenza, ai sensi del decreto legislativo luogotenenziale 14 febbraio 1946, n. 27;

c) i mutilati e gli invalidi per i fatti d'arme verificatisi dal 16 gennaio 1935 in Africa orientale o in dipendenza della guerra 1940-45, o della lotta di liberazione, o in conseguenza di ferite e lesioni riportate in occasione dei fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, o in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane: i mutilati e gli invalidi in occasione di azioni singole o collettive aventi fini politici delle Provincie di confine con la Jugoslavia o nei territori soggetti a detto Stato di cui alla legge 23 marzo 1952, n. 207; i mutilati e gli invalidi per i fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953 e i mutilati e gli invalidi civili per fatto di guerra, nonchè i mutilati e gli invalidi alto-atesini già facenti parte delle forze armate tedesche o delle formazioni armate da esse organizzate di cui alla legge 3 aprile 1948, n. 467, ed i mutilati ed invalidi in seguito a deportazione od internamento ad opera del nemico; i mutilati ed invalidi di cui alla legge 24 novembre 1961, n. 1298, dovranno produrre il decreto di concessione della relativa pensione ovvero un certificato mod. 69 rilasciato dal Ministero del tesoro - Direzione generale delle pensioni di guerra, oppure una dichiarazione di invalidità rilasciata dalla competente rappresentanza provinciale dell'Opera nazionale invalidi di guerra, in cui siano indicati i documenti in base ai quali è stata riconosciuta la qualifica di invalido;

d) i mutilati ed invalidi per servizio dovranno presentare il decreto di concessione della pensione che indichi la categoria di questa e la categoria e la voce dell'invalidità, ovvero il mod. 69-*ter* rilasciato, secondo i casi, dall'Amministrazione centrale al servizio della quale l'aspirante ha contratto l'invalidità, o dagli enti pubblici autorizzati ai sensi del decreto ministeriale 23 marzo 1948;

e) i mutilati ed invalidi civili di cui alla legge 5 ottobre 1962, n. 1539, dovranno esibire un certificato dell'Ufficio del lavoro della Provincia di residenza attestante l'iscrizione nel ruolo dei mutilati ed invalidi civili e la categoria professionale, rilasciato a norma dell'art. 6 della legge predetta;

f) gli orfani dei caduti per la guerra 1915-1918, per i fatti d'arme verificatisi dal 16 gennaio 1935 in Africa orientale o in dipendenza della guerra 1940-45, o della lotta di liberazione, o dei fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, o in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane, o in occasione di azioni singole o collettive aventi fini politici nelle Provincie di confine con la Jugoslavia o nei territori soggetti a detto Stato, di cui alla legge 23 marzo 1952, n. 207, o per i fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953, gli orfani dei caduti che appartennero alle forze armate della sedicente repubblica sociale italiana, gli orfani dei perseguitati politici antifascisti e razziali, di cui all'art. 2, terzo comma della legge 10 marzo 1955, n. 96, gli orfani dei caduti civili per fatti di guerra, gli orfani dei caduti alto-atesini che appartennero alle forze armate tedesche, di cui alla legge 3 aprile 1958, n. 467, nonchè i figli dei caduti dichiarati irreperibili in seguito ad eventi di guerra dovranno presentare un certificato su carta bollata rilasciato dal competente comitato provinciale dell'Opera nazionale per la protezione ed assistenza agli orfani di guerra, legalizzato dal prefetto. Gli orfani dei caduti per servizio dovranno produrre un certificato rilasciato ai sensi e per gli effetti dell'art. 8, ultimo comma, della legge 24 febbraio 1953, n. 142;

g) i figli dei mutilati ed invalidi di cui alla precedente lettera *c*) dovranno documentare la loro qualifica presentando un certificato su carta bollata del sindaco del Comune di residenza, attestante la categoria di pensione di cui fruiscono il padre o la madre;

h) i figli dei mutilati ed invalidi per servizio dovranno documentare la loro qualifica presentando un certificato su carta bollata rilasciato dal sindaco del Comune di residenza, attestante che il padre o la madre fruiscono di pensione;

i) le madri, le vedove non rimaritate e le sorelle vedove o nubili dei caduti indicati nella precedente lettera *f*), nonchè le madri, le mogli e le sorelle vedove e nubili dei cittadini dichiarati irreperibili in seguito ad eventi bellici, dovranno esibire un certificato su carta bollata rilasciato dal sindaco del Comune di residenza;

l) i profughi dai territori di confine che si trovino nelle condizioni previste dall'art. 1 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 3 settembre 1947, n. 885, dovranno esibire la attestazione prevista dall'art. 6 del decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri in data 1° giugno 1948 (*Gazzetta Ufficiale* n. 142 del 21 giugno 1948) rilasciata in carta bollata dal prefetto della Provincia in cui risiedono o, se non abbiano la residenza nel territorio dello Stato, dal prefetto di Roma;

m) i profughi dalla Libia, dall'Eritrea, dall'Etiopia, dalla Somalia, quelli dai territori sui quali, in seguito al trattato di pace, è cessata la sovranità dello Stato italiano, i profughi dai territori esteri, nonchè quelli da zone del territorio nazionale colpite dalla guerra, che si trovino nelle condizioni previste dalla legge 4 marzo 1952, n. 137, dovranno presentare l'attestazione su carta bollata del prefetto della Provincia in cui hanno la residenza, in conformità al modello previsto dall'art. 4 del decreto del Presidente della Repubblica 4 luglio 1956, n. 1117.

Sono valide anche le attestazioni già rilasciate dai prefetti in applicazione del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 3 settembre 1947, n. 885, e del decreto legislativo 26 luglio 1948, n. 104.

I profughi dalla Libia, dall'Eritrea, dall'Etiopia e dalla Somalia, potranno anche presentare il certificato a suo tempo rilasciato dal soppresso Ministero dell'Africa italiana.

I connazionali rimpatriati dall'Egitto, dalla Tunisia e da Tangeri, di cui all'art. 1 della legge 25 ottobre 1960, n. 1306, dovranno presentare i documenti previsti dallo stesso articolo della predetta legge;

n) i decorati di medaglia al valore militare o di croce di guerra, i feriti di guerra, i promossi di grado militare per merito di guerra e gli insigniti di ogni altra attestazione speciale di merito di guerra, dovranno produrre l'originale o copia autenticata del relativo brevetto o del documento di concessione;

o) coloro che abbiano riportato sanzioni penali per comportamento contrario al regime fascista presenteranno una copia della relativa sentenza e coloro che abbiano riportato sanzioni di polizia per lo stesso motivo, ovvero siano stati deportati o internati per motivi di persecuzione razziale, dimostreranno tali loro qualifiche mediante l'attestazione rilasciata su carta bollata dal prefetto della Provincia nel cui territorio hanno la loro residenza;

p) i candidati già colpiti dalle abrogate leggi razziali presenteranno un certificato in carta legale della competente autorità israelitica;

q) i coniugati con o senza prole ed i vedovi con prole, dovranno produrre lo stato di famiglia su carta bollata rilasciato dal sindaco del Comune di residenza;

r) i capi di famiglia numerosa dovranno far risultare dallo stato di famiglia, di cui alla precedente lettera *q*), di data non anteriore a tre mesi dalla sua presentazione, che la famiglia stessa è costituita da almeno sette figli viventi, computando tra essi anche i figli caduti in guerra;

s) i concorrenti già appartenenti agli enti di diritto pubblico ed altri enti sotto qualsiasi forma costituiti, soggetti a vigilanza dello Stato e comunque interessanti la finanza statale soppressi o messi in liquidazione a norma dell'art. 1 della legge 4 dicembre 1956, n. 1404, dovranno produrre un certificato su carta bollata rilasciato dall'ufficio liquidazione del Ministero del tesoro, dal quale risultino il servizio prestato e la data in cui è cessato il rapporto d'impiego con l'ente soppresso;

t) gli assistenti ordinari di Università o di Istituti di istruzione universitaria cessati dal servizio per motivi non disciplinari e gli assistenti straordinari, volontari ed incaricati sia in attività che cessati dal servizio per motivi di carattere non disciplinare, dovranno presentare un certificato del rettore della Università o del capo dell'Istituto di istruzione universitaria, attestante la qualifica rivestita e, rispettivamente, il periodo di appartenenza nei ruoli per gli assistenti ordinari o il periodo di servizio prestato presso l'Università od Istituto di istruzione universitaria per gli assistenti straordinari, volontari ed incaricati. Per tutti coloro che siano cessati dal servizio, il certificato indicherà i motivi di tale cessazione;

u) i sottufficiali dell'Esercito, della Marina e dell'Aeronautica che, in applicazione dei decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato 13 maggio 1947, n. 500, e 5 settembre 1947, n. 1220, siano cessati dal servizio a domanda o anche di autorità e non siano stati contemporaneamente reimpiegati come civili, dovranno produrre apposita attestazione su carta bollata dell'autorità militare.

Art. 9.

Documentazione di rito

I concorrenti utilmente collocati nella graduatoria generale di merito e dichiarati vincitori del concorso dovranno far pervenire al Consiglio nazionale delle ricerche - Ufficio del personale - Piazzale delle Scienze n. 7, Roma, entro il termine perentorio di trenta giorni dalla data in cui avranno ricevuto il relativo invito, i seguenti documenti di rito:

A) diploma originale del titolo di studio prescritto per l'ammissione al concorso, di cui al precedente art. 2, lettera *A*, ovvero copia di esso autenticata da notaio, cancelliere o segretario comunale o negli altri modi previsti dall'art. 6, secondo comma, del decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1957, n. 678.

Nel caso che il diploma non sia stato rilasciato, i candidati sono tenuti a presentare, su carta bollata, il certificato contenente la dichiarazione che lo stesso sostituisce a tutti gli effetti il diploma.

In caso di smarrimento o distruzione del diploma il candidato deve, presentare il duplicato rilasciato ai sensi dell'art. 99 del regio decreto 4 maggio 1925, n. 653;

B) estratto (non è ammesso il certificato) dell'atto di nascita, rilasciato su carta bollata.

Tale documento deve essere rilasciato dall'ufficiale di stato civile del Comune di origine, se il candidato sia nato nel territorio della Repubblica ovvero se, essendo nato all'estero, sia già avvenuta la trascrizione dell'atto di nascita nei registri di stato civile di un Comune italiano.

Qualora detta trascrizione non sia stata ancora eseguita, i candidati nati all'estero potranno produrre un certificato della competente autorità consolare. La firma del funzionario che ha rilasciato il certificato deve essere legalizzata dal Ministro per gli affari esteri o dalle autorità da esso delegate.

I concorrenti che abbiano superato il 32 anni ed abbiano diritto alla elevazione di tale limite di età dovranno altresì presentare il relativo documento prescritto nell'art. 8, salvo che non vi abbiano già provveduto per i fini ivi considerati;

C) certificato di cittadinanza italiana su carta bollata rilasciato dal sindaco del Comune di origine o di residenza o dall'ufficiale di stato civile del Comune di origine; da tale documento dovrà risultare che il candidato era in possesso del requisito anzidetto anche alla data di scadenza del termine utile per la presentazione della domanda di ammissione al concorso;

D) certificato di godimento dei diritti poltici su carta bollata rilasciato dal sindaco del Comune di origine o di residenza. Da tale documento dovrà risultare che il candidato era in possesso del requisito anzidetto anche alla data di scadenza del termine utile per la presentazione della domanda di ammissione al concorso.

Per i minori di anni 21 il certificato, la cui esibizione in ogni caso è obbligatoria, deve contenere la dichiarazione che il candidato non è incorso in alcuna delle cause che, a termine delle disposizioni vigenti, impediscano il possesso dei diritti politici;

E) certificato generale del casellario giudiziale su carta bollata, rilasciato dal segretario della Procura della Repubblica presso il Tribunale competente per territorio. Tale documento non può essere sostituito con certificato penale;

F) certificato medico su carta bollata rilasciato da un medico provinciale o militare ovvero dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza, dal quale risulti l'idoneità fisica del candidato al servizio continuativo ed incondizionato nell'impiego al quale ha concorso.

Qualora il candidato sia affetto da qualche imperfezione fisica, il certificato ne farà menzione con la dichiarazione che la imperfezione stessa non menoma l'attitudine all'impiego al quale ha concorso.

Per gli aspiranti invalidi di guerra, invalidi civili per fatto di guerra ed assimilati e per gli invalidi per servizio il certificato medico deve essere rilasciato dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza dell'aspirante e contenere, ai sensi, rispettivamente dell'art. 3 della legge 3 giugno 1950, n. 375, e dell'art. 3 della legge 21 febbraio 1953, n. 142, oltre ad una esatta descrizione delle condizioni attuali dell'invalido risultanti da un esame obiettivo, anche la dichiarazione che l'invalido non abbia perduto ogni capacità lavorativa, e per la natura ed il grado della sua invalidità o mutilazione, non possa riuscire di pregiudizio alla salute ed alla incolumità dei compagni di lavoro e sia idoneo a disimpegnare le mansioni dell'impiego per il quale ha concorso.

L'Amministrazione ha facoltà di sottoporre a visita medica di controllo i vincitori del concorso;

G) documento militare: copia aggiornata dello stato di servizio militare o del foglio matricolare, a seconda che il candidato abbia prestato servizio militare quale ufficiale ovvero quale sottufficiale o militare di truppa. Ciascun foglio di tali documenti deve essere munito di marca da bollo debitamente annullata.

Sono tenuti a presentare copia del foglio matricolare anche i militari in congedo illimitato provvisorio (arruolati dagli organi di leva e tuttora in attesa della chiamata alle armi, ma non ancora incorporati perchè ammessi ai benefici del ritardo o del rinvio previsti dalle vigenti disposizioni), nonchè i riformati in rassegna (dopo l'arruolamento, in sede di selezione attitudinale o durante la presentazione dei servizi alle armi).

Gli ufficiali della Marina militare, i sottufficiali e il personale del Corpo equipaggi militari marittimi, che si trovino nelle condizioni indicate nei precedenti capoversi, devono presentare, rispettivamente, un estratto matricolare o un estratto del foglio matricolare.

Coloro che siano stati dichiarati riformati o rivedibili dal competente Consiglio di leva devono presentare un certificato di esito di leva rilasciato su carta bollata dal sindaco del Comune di origine o di residenza e vistato dal commissario di leva. Per gli appartenenti alla leva di mare il certificato di esito di leva deve essere rilasciato dalla competente capitaneria di porto.

Coloro che non siano stati ancora sottoposti alla visita di leva devono produrre un certificato d'iscrizione nelle liste di leva rilasciato su carta bollata dal sindaco del Comune di origine o di residenza.

Il requisito della buona condotta morale e civile sarà accertato di ufficio a norma dell'art. 1 del decreto del Presidente della Repubblica 24 giugno 1954, n. 368.

I concorrenti che si trovino alle armi per servizio di leva o in carriera continuativa (ufficiali in servizio di prima nomina, sottufficiali e militari di truppa) e quelli in servizio di polizia appartenenti al Corpo delle guardie di pubblica sicurezza possono presentare soltanto i seguenti documenti:

1) titolo di studio;

2) estratto dell'atto di nascita;

3) certificato generale del casellario giudiziale;

4) certificato rilasciato su carta bollata dal comandante del Corpo al quale appartengono, comprovante la loro buona condotta e la loro idoneità fisica a coprire il posto al quale aspirano.

I documenti di cui alle lettere *C*), *D*), *E*) ed *F*) del presente articolo dovranno portare una data non anteriore a tre mesi da quella della lettera di invito indicata nel primo comma dello stesso articolo.

I candidati indigenti hanno facoltà di produrre in carta libera i documenti di cui all'art. 27 della tabella *B* allegata al decreto del Presidente della Repubblica 25 giugno 1953, n. 492, purchè esibiscano un certificato di povertà ovvero dai documenti stessi risulti esplicitamente la loro condizione di indigenza mediante citazione degli estremi dell'attestato dell'autorità di pubblica sicurezza.

Non sono ammessi riferimenti a documenti prodotti ad Amministrazioni diverse dal Consiglio nazionale delle ricerche.

Art. 10.

Nomina in prova

I vincitori del concorso conseguiranno la nomina in prova con la qualifica di consigliere di 3ª classe.

Il periodo di prova ha la durata di sei mesi. Durante tale periodo avranno diritto al trattamento economico della qualifica iniziale ai sensi dell'art. 33 del testo unico approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

Trascorso il periodo di prova i consiglieri di 3ª classe in prova, se riconosciuti idonei dalla Giunta amministrativa del Consiglio nazionale delle ricerche, saranno definitivamente confermati nell'impiego stesso. Nel caso di giudizio sfavorevole alla nomina in ruolo, il periodo di prova è prorogato di altri sei mesi, al termine dei quali, ove il giudizio sia ancora sfavorevole, sarà dichiarata la risoluzione del rapporto di impiego con decreto motivato del Presidente del Consiglio nazionale delle ricerche. In tal caso spetterà all'impiegato una indennità pari a due mensilità del trattamento relativo al periodo di prova.

Sono esonerati dal periodo di prova gli impiegati non di ruolo del Consiglio nazionale delle ricerche che abbiano svolto mansioni proprie della carriera direttiva dei servizi amministrativi.

Roma, addì 3 luglio 1965

Il presidente: CAGLIOTI

ALLEGATO

Schema esemplificativo della domanda da inviarsi su carta bollata

Al Presidente del Consiglio nazionale delle ricerche - Ufficio del personale - Piazzale delle Scienze, 7. — ROMA

Il sottoscritto . . . . . . nato a . . . . . (provincia di . . . . .) il . . . . . . e residente in . . . . . (provincia di . . . . . .) via . . . . . . chiede di essere ammesso al concorso per esami a due posti di consigliere di terza classe nel ruolo della carriera direttiva del personale dei servizi amministrativi del Consiglio nazionale delle ricerche.

Fa presente (1) di aver diritto all'aumento dei limiti di età ai sensi dell'art. 2 del bando perchè (2) . . . .

Dichiara di essere cittadino italiano, di essere iscritto nelle liste elettorali nel comune di (3) . . . . . ., di non aver riportato condanne penali (4), di non essere incorso nella destituzione o nella dispensa da precedente impiego presso una pubblica Amministrazione, nè nella decadenza da precedente impiego conseguito mediante produzione di documenti falsi o viziati da invalidità non sanabile, di essere in possesso del diploma di laurea in . . . . . . conseguito presso l'Università di . . . . . . in data . . . . . . e, per quanto riguarda gli obblighi militari (5) . . . .

. . . . . li 1965

Firma . . . .

Indirizzo presso cui si desidera che vengano inviate eventuali comunicazioni . . . .

Visto per l'autenticità della firma del sig. . . . . . . (6)

(1) Tale dichiarazione è necessaria solo per i candidati che, avendo superato il limite massimo di età previsto dal bando, abbiano titolo che dia diritto all'elevazione del suddetto limite.

(2) Coniugato senza prole, oppure con prole e con quanti figli viventi; combattente, militarizzato ed assimilato; partigiano combattente; deportato dal nemico; assimilato ai combattenti; profugo delle ex colonie italiane; dai territori su cui è cessata la sovranità dello Stato italiano; dai territori esteri; dalle zone del territorio nazionale colpito dalla guerra; decorato al valore militare o promosso per merito di guerra; capo di famiglia numerosa; mutilato ed invalido militare o civile di guerra; mutilato od invalido di altre categorie assimilate ai mutilati ed invalidi di guerra; mutilato ed invalido per servizio militare o civile; perseguitato, deportato ed internato per motivi politici o razziali; colpito da leggi razziali; licenziato da . . . . . . (indicare la denominazione dell'Ente soppresso ai sensi della legge 4 dicembre 1956, n. 1404); dipendente di ruolo o non di ruolo del Consiglio nazionale delle ricerche; sottufficiale delle forze armate cessato dal servizio a domanda o di autorità e non reimpiegato come civile.

(3) In caso di non iscrizione o di cancellazione dalle liste elettorali indicare i motivi.

(4) In caso contrario indicare le eventuali condanne penali riportate (anche se sia stata concessa amnistia, indulto, condono o perdono giudiziale), la data della sentenza e l'autorità giudiziaria che l'ha pronunziata; indicare anche i procedimenti penali eventualmente pendenti.

(5) Di avere già prestato servizio militare; ovvero di non aver prestato servizio militare perchè non ancora sottoposto al giudizio del Consiglio di leva; ovvero perchè, pur dichiarato « abile arruolato », gode di congedo o di rinvio in qualità di . . . ., ovvero perchè riformato o rivedibile.

(6) La firma dell'aspirante apposta in calce alla domanda dovrà essere autenticata da notaio o dal segretario comunale del luogo in cui l'aspirante risiede. Sia la firma del notaio che quella del segretario comunale non sono soggette alle norme sulla legalizzazione, ai sensi dell'art. 8 del decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1957, n. 678. Per i dipendenti statali e del Consiglio nazionale delle ricerche è sufficiente il visto del capo dell'ufficio presso il quale prestano servizio.

(4967)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Concorso per esami a sette posti di statistico ed attuario in prova (coefficiente 271) nel ruolo della carriera direttiva dell'Amministrazione centrale.

IL MINISTRO PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Vista la legge 22 luglio 1961, n. 628, relativa all'ordinamento del Ministero del lavoro e della previdenza sociale;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 24 giugno 1954, n. 368, recante norme per la presentazione dei documenti nei concorsi per le carriere statali;

Visto il testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato, approvato, con il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, ed in particolare l'art. 3;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, che detta le norme di esecuzione del testo unico delle disposizioni sullo statuto degli impiegati civili dello Stato;

Ritenuto di avvalersi della facoltà di cui al terzo comma dell'art. 17 della legge 22 luglio 1961, n. 628;

Considerato che per l'effettivo fabbisogno di personale e per le esigenze di servizio si rende opportuno determinare in sette i posti disponibili da riservare alla qualifica di statistico ed attuario della carriera direttiva della Amministrazione centrale del Ministero del lavoro e della previdenza sociale;

Decreta:

Art. 1.

Posti messi a concorso e requisiti per l'ammissione

E' indetto un concorso per esami a sette posti di statistico ed attuario in prova (coefficiente 271) del ruolo della carriera direttiva dell'Amministrazione centrale, al quale possono partecipare i cittadini italiani di età non inferiore agli anni 18 e non superiore agli anni 32, salve le elevazioni di limite massimo di età previste dal sesto comma del presente articolo, che siano in possesso del requisito della buona condotta e della idoneità fisica al servizio continuativo ed incondizionato nell'impiego, e siano muniti di laurea in scienze statistiche ed attuariali.

Ai fini dell'ammissione al concorso, sono equiparati ai cittadini gli italiani non appartenenti alla Repubblica.

Non possono essere ammessi al concorso coloro che siano esclusi dall'elettorato attivo politico e coloro che siano stati destituiti o dispensati dall'impiego presso una pubblica Amministrazione, ovvero siano stati dichiarati decaduti dall'impiego stesso, ai sensi della lettera *d*) dell'art. 127 del testo unico approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, per aver conseguito l'impiego mediante la produzione di documenti falsi o viziati da invalidità non sanabile.

I requisiti necessari per l'ammissione al concorso debbono essere posseduti alla data di scadenza del termine utile per la presentazione della domanda di ammissione, fissato allo articolo seguente.

L'esclusione dal concorso, per difetto dei requisiti prescritti, è disposta con decreto motivato dal Ministro per il lavoro e la previdenza sociale.

Il limite massimo di 32 anni di età, di cui al comma primo, è elevato:

1) di due anni per coloro che siano coniugati e di un anno in più per ogni figlio vivente (regio decreto-legge 21 agosto 1937, n. 1542, art. 23, convertito, con modificazioni, nella legge 3 gennaio 1939, n. 1);

2) di cinque anni:

a) per coloro che abbiano partecipato nei reparti mobilitati delle forze armate dello Stato alle operazioni militari svoltesi nell'Africa orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936 (regio decreto-legge 2 giugno 1936, n. 1172);

b) per coloro che abbiano partecipato nei reparti delle forze armate dello Stato, ovvero in qualità di militarizzati o assimilati, alle operazioni di guerra 1940-43 e della guerra di liberazione (regio decreto-legge 8 luglio 1941, numero 868: decreto legislativo 4 marzo 1948, n. 137, ratificato, con modificazioni, dalla legge 23 febbraio 1952, n. 93).

I suddetti benefici non competono a coloro che abbiano riportato condanne penali durante il servizio militare, anche se sia successivamente intervenuta amnistia, indulto o commutazione di pena ed a coloro che si trovino nelle condizioni previste dall'art. 11 del decreto legislativo 4 marzo 1948, numero 137, tenuto conto del disposto dell'art. 2 della legge 23 febbraio 1952, n. 93;

c) per i partigiani combattenti ed i cittadini deportati dal nemico, posteriormente all'8 settembre 1943 (decreto legislativo luogotenenziale 4 agosto 1945, n. 467, art. 4; decreto legislativo 4 marzo 1948, n. 137, art. 7);

d) per gli addetti, per almeno novanta giorni, ai lavori di bonifica dei campi minati o al rastrellamento di ordigni esplosivi diversi dalle mine, in condizioni particolarmente rischiose (decreto legislativo luogotenenziale 12 aprile 1946, n. 320, art. 10, integrato dal decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 1° novembre 1947, n. 1768; decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 1° novembre 1947, n. 1315, art. 2; decreto del Presidente della Repubblica 20 febbraio 1948, n. 1116, art. 1; decreto del Presidente della Repubblica 17 marzo 1949, n. 212);

e) per il personale della Marina addetto almeno per tre mesi alle operazioni di dragaggio, disattivazione o distruzione delle mine marine o di altri ordigni esplosivi in mare (regio decreto legislativo 24 maggio 1946, n. 615, art. 3);

f) per coloro che abbiano partecipato alla guerra di liberazione nelle formazioni non regolari (decreto legislativo 19 marzo 1948, n. 241);

g) per gli alto-atesini e le persone residenti prima del 1° gennaio 1940, nelle zone mistilingui di Cortina d'Ampezzo e di Tarvisio o nei comuni di Sant'Orsola e Luserna i quali durante la seconda guerra mondiale hanno prestato servizio nelle forze armate tedesche o nelle formazioni armate da esse organizzate, quando abbiano conservato o riacquistato la cittadinanza italiana e semprechè non abbiano partecipato ad azioni anche isolate, di terrorismo o di sevizie;

h) per coloro che appartengono ad altre categorie assimilate ai combattenti a norma delle vigenti disposizioni;

i) per i profughi dai territori di confine (decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato, 3 settembre 1947, n. 885);

l) per i profughi dall'Africa italiana (decreto legislativo 26 febbraio 1948, n. 104, art. 1);

m) per i profughi dall'Eritrea, dall'Etiopia e dalla Libia, nonchè i profughi dalla Somalia rimpatriati fino al 31 marzo 1950 (legge 4 marzo 1952, n. 137, articoli 1, 2 e 31);

n) per i profughi dai territori esteri e dai territori sui quali, in seguito al trattato di pace, è cessata la sovranità dello Stato italiano (legge 4 marzo 1952, n. 137, articoli 1, 2 e 31);

o) per i profughi da zone del territorio nazionale colpite dalla guerra (legge 4 marzo 1952, n. 137, articoli 1, 2 e 31);

p) per coloro che appartengono ad altre categorie assimilate ai profughi a norma delle vigenti disposizioni;

3) a trentanove anni:

a) per i combattenti od assimilati decorati di medaglia al valore militare e per i promossi per merito di guerra (regio decreto-legge 3 gennaio 1926, n. 48, art. 17; regio decreto-legge 25 febbraio 1935, n. 116);

b) per i capi di famiglie numerose (legge 20 marzo 1940, n. 233, art. 2, modificata dal decreto legislativo luogotenenziale 29 marzo 1945, n. 267, art. 4;

4) a quaranta anni per coloro che abbiano riportato, per comportamento contrario al regime fascista, sanzioni penali o di polizia ovvero siano stati deportati od internati per motivi di persecuzione razziale (decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 12 dicembre 1947, n. 1488, art. 5);

5) a cinquantacinque anni per i mutilati e gli invalidi di guerra (legge 5 marzo 1963, n. 367, art. 7) nonchè per le categorie ad essi assimilate e cioè:

a) per i mutilati ed invalidi della lotta di liberazione (decreto legislativo 4 marzo 1945, n. 467, art. 1; decreto legislativo 19 marzo 1948, n. 241, art. 2);

b) per i mutilati ed invalidi civili per fatti di guerra (decreto legislativo 2 marzo 1948, n. 135, art. 1 e legge 3 giugno 1950, n. 375, articoli 2, e 9);

c) per i mutilati ed invalidi per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948 (legge 19 agosto 1948, n. 1180, articoli 6 e 7);

d) per i mutilati ed invalidi per servizio militare o civile (legge 15 luglio 1950, n. 539 e legge 24 febbraio 1953, n. 142, art. 18);

e) per i mutilati ed invalidi in seguito ad azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane (legge 24 giugno 1951, n. 660), limitatamente agli eventi verificatisi fino al 23 dicembre 1951 per la Libia (decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1952) e fino al 31 marzo 1950 per la Somalia (decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1952);

f) per i mutilati ed invalidi in seguito ad azioni singole o collettive aventi fini politici verificatesi nelle Provincie di confine con la Jugoslavia e nei territori soggetti a detto Stato (legge 23 marzo 1952, n. 207, articoli 5 e 6);

g) per i mutilati ed invalidi a seguito dei fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953 (legge 9 agosto 1954, n. 654, art. 5);

h) per gli alto-atesini e persone residenti prima del 1° gennaio 1940, nelle zone mistilingui di Cortina d'Ampezzo e di Tarvisio o dei comuni di Sant'Orsola e Luserna i quali facendo parte delle forze armate tedesche o delle formazioni armate da esse organizzate, abbiano riportato, per cause del servizio di guerra o attinenti alla guerra, ferite o lesioni o contratto infermità, quando abbiano conservato o riacquistato

la cittadinanza italiana e sempreché non abbiano partecipato ad azioni, anche isolate, di terrorismo o di sevizie (legge 3 aprile 1958, n. 467).

i) per i mutilati ed invalidi civili (art. 11 legge 5 ottobre 1962, n. 1539);

Non sono ammessi al beneficio gli invalidi assegnati alla 9a e 10a categoria di pensione, di cui alla tabella *A* annessa al decreto legislativo luogotenenziale 20 maggio 1917, n. 876, ad eccezione di quelli contemplati dalle voci da 4 a 10 della categoria 9a e da 3 a 6 della categoria 10a, nonchè gli invalidi per lesioni di cui alla tabella *B* annessa al regio decreto 12 luglio 1923, n. 1491, ad eccezione di quelli contemplati nelle voci 4), 6), 7), 8), 9), 10) e 11) della tabella stessa; nonchè gli invalidi per lesioni di cui alla tabella *B*, annessa alla legge 10 agosto 1950, n. 648, ad eccezione di quelli contemplati dalle voci da 4 a 10 della tabella stessa;

6) per il personale licenziato dagli enti di diritto pubblico e dagli altri enti sotto qualsiasi forma costituiti soggetti a vigilanza dello Stato e comunque interessanti la finanza statale, i quali siano stati soppressi ai sensi della legge 4 dicembre 1956, n. 1404, a 45 anni, per la durata di cinque anni dal licenziamento;

7) ai candidati già colpiti dalle abrogate leggi razziali non viene computato, agli effetti del limite massimo di età, il periodo di tempo intercorso dal 5 settembre 1938, al 9 agosto 1944 (regio decreto-legge 20 gennaio 1944, n. 25, convertito nella legge 5 maggio 1949, n. 178);

8) per gli assistenti ordinari di Università o di Istituto di istruzione universitaria, cessati dal servizio per motivi non disciplinari, il limite massimo di età è aumentato (a termine dell'art. 17 del decreto legislativo 7 maggio 1948, n. 1172, ratificato, con modifiche, dalla legge 24 giugno 1950, n. 465), di un periodo pari a quello di appartenenza ai ruoli di assistente. Nei confronti degli assistenti straordinari volontari o incaricati, sia in attività che cessati per ragioni di carattere non disciplinari, tale limite è aumentato di un periodo pari a metà del servizio prestato presso l'Università od Istituto di istruzione universitaria.

I benefici di cui ai numeri 1), 2), 7) e 8) che precedono si cumulano tra loro, ed il beneficio di cui al n. 3) *a*) si cumula con quelli di cui ai numeri 1), 7) e 8), purchè complessivamente non vengano superati i quaranta anni di età (decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, art. 2).

Non si cumulano tra loro gli aumenti di cui al precedente n. 2).

9) si prescinde dal limite massimo di età:

a) per i candidati che alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande di ammissione erano già dipendenti di ruolo o dei ruoli aggiunti delle carriere civili delle Amministrazioni dello Stato.

La disposizione non si applica ai dipendenti non di ruolo quale ne sia la natura del rapporto d'impiego;

b) per i candidati che siano stati sottufficiali dello Esercito, della Marina e dell'Aeronautica e che siano cessati dal servizio a domanda o anche d'autorità, e non siano stati contemporaneamente reimpiegati come civili (decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 13 maggio 1947, n. 500, art. 4 e decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 5 settembre 1947, n. 1220, art. 4).

Art. 2.

Domanda di ammissione

Per partecipare al concorso, gli aspiranti dovranno far pervenire al Ministero del lavoro e della previdenza sociale - Direzione generale degli affari generali e del personale, Divisione II - entro il termine perentorio di giorni sessanta dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, la sola domanda di ammissione redatta su carta da bollo da L. 400, secondo il modello allegato al presente decreto, firmata dagli aspiranti di proprio pugno. Il ritardo nella presentazione o nell'arrivo della domanda al Ministero del lavoro e della previdenza sociale quale ne sia la causa, anche se non imputabile al candidato, importa l'inammissibilità dell'aspirante al concorso.

Nella domanda di ammissione gli aspiranti debbono dichiarare:

a) il cognome ed il nome;

b) il luogo e la data di nascita (i candidati che abbiano superato il limite massimo di età previsto dal presente bando dovranno indicare, ai fini dell'ammissione al concorso, i titoli posseduti che danno diritto alla elevazione del suddetto limite);

c) il domicilio ed il recapito;

d) il possesso del titolo di studio richiesto dal bando, l'Istituto che lo ha rilasciato nonchè l'anno in cui il titolo stesso è stato conseguito;

e) il possesso della cittadinanza italiana (sono equiparati ai cittadini gli italiani non appartenenti alla Repubblica).

f) il Comune dove sono iscritti nelle liste elettorali, ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime; i minori di anni 21 dichiareranno se siano o meno incorsi in alcuna delle cause che a termine delle disposizioni vigenti impediscono il possesso dei diritti politici;

g) le eventuali condanne penali riportate;

h) la loro posizione nei riguardi degli obblighi militari;

i) i servizi prestati come impiegati presso le pubbliche Amministrazioni e le cause di risoluzione di precedenti rapporti di pubblico impiego.

La firma posta in calce alla domanda dell'aspirante dovrà essere autenticata da un notaio o dal segretario comunale del luogo di residenza dell'aspirante. Tanto la firma del notaio quanto quella del segretario comunale non sono soggette alle norme sulla legalizzazione di firme, ai sensi dell'art. 8 del decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1957, n. 678.

Per i dipendenti dello Stato è sufficiente, in luogo della predetta autenticazione, il visto del capo dell'ufficio presso il quale prestano servizio.

Art. 3.

Diario prove di esame e comunicazioni

Per lo svolgimento delle prove scritte ed orali si osserveranno le norme del titolo primo, capo secondo, del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, e del titolo primo del decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686.

Le prove scritte avranno luogo a Roma nei giorni che saranno fissati con successivo decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale.

Ai candidati sarà data comunicazione dello svolgimento delle prove scritte e di quelle orali nei termini stabiliti dall'art. 6 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

L'Amministrazione non assume alcuna responsabilità per il caso di dispersione di comunicazioni dipendenti da inesatte indicazioni del recapito da parte dell'aspirante o da mancata oppure tardiva comunicazione del cambiamento dell'indirizzo indicato nella domanda, nè per eventuali disguidi postali o telegrafici.

L'assenza dagli esami comporta l'esclusione dal concorso.

Art. 4.

Prove di esame

Gli esami consisteranno in quattro prove: tre scritte e una orale.

All'atto della presentazione per sostenere dette prove, i candidati dovranno essere muniti, ai fini dell'accertamento della loro identità personale, di una fotografia recente, munita della firma autentica da parte del sindaco o da parte di un notaio. In luogo della fotografia potranno esibire il libretto ferroviario personale — concessione speciale « C » — se dipendenti da Amministrazioni dello Stato, oppure la carta di identità personale rilasciata dal Comune o il porto d'armi o la patente automobilistica o il passaporto.

Programma degli esami:

1) calcolo delle probabilità (teoremi e problemi fondamentali);

2) statistica metodologica;

3) matematica attuariale e tecnica delle assicurazioni libere sulla vita umana;

4) matematica delle assicurazioni sociali e tecnica delle assicurazioni sociali;

5) legislazione sociale;

6) economia politica.

Delle prove scritte una verterà sulle materie di cui ai numeri 1), 2) e 3); una sulle materie di cui al n. 4) ed una sulla materia di cui al n. 5).

La prova orale verterà su tutte le materie sopra indicate.

Per lo svolgimento delle prove di esame e per gli adempimenti ad esso inerenti saranno osservate le disposizioni del testo unico approvato con il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3 e relative norme di esecuzione.

Art. 5.

Esito delle prove di esame

Saranno ammessi alla prova orale i candidati che abbiano riportato nelle prove scritte una media di almeno sette decimi e non meno di sei decimi in ciascuna di esse.

La prova orale non si intenderà superata se il candidato non avrà ottenuto in essa la votazione di almeno sei decimi.

La votazione complessiva sarà stabilita dalla somma della media dei punti riportati nelle prove scritte e del punto ottenuto nella prova orale.

Art. 6.

Dichiarazione di titoli preferenziali e presentazione documenti relativi

I candidati che abbiano superato la prova orale debbono far pervenire alla Direzione generale degli affari generali e del personale - Divisione 2ª, entro il termine perentorio di giorni trenta dalla data di ricevimento dell'apposita comunicazione, i documenti attestanti il possesso degli eventuali titoli di precedenza o di preferenza nella nomina previsti, dalle vigenti disposizioni, redatti nella forma prescritta dal seguente art. 9.

I titoli di precedenza o di preferenza nella nomina sono validi anche se vengono acquisiti dopo la scadenza del termine utile per la presentazione della domanda di ammissione al concorso, fissato al precedente art. 2, purchè possano essere documentati entro il termine indicato al comma precedente.

Il ritardo nella presentazione o nell'arrivo dei documenti di cui al presente articolo, quale ne sia la causa, anche se non imputabile al candidato, importa la inapplicabilità al candidato stesso dei benefici conseguenti all'eventuale possesso di titoli di precedenza o di preferenza nella nomina.

Art. 7.

Graduatoria

La graduatoria di merito sarà formulata secondo l'ordine dei punti costituenti la votazione complessiva e quella dei vincitori con la osservanza delle disposizioni vigenti in tema di precedenza o di preferenza.

I vincitori del concorso di cui al presente decreto, che risulteranno in possesso di tutti i requisiti prescritti, saranno nominati in prova per la durata di sei mesi, salvo il caso in cui ricorrano le circostanze previste dalla legge per lo esonero del periodo di prova.

Compiuto il periodo di prova, l'impiegato consegue la nomina in ruolo con decreto del Ministro, previo parere favorevole del Consiglio di amministrazione, fondato anche sulle relazioni dei capi dei servizi ai quali è stato applicato o sull'esito dei corsi eventualmente frequentati. Nel caso di giudizio sfavorevole il periodo di prova è prorogato di altri sei mesi; al termine dei quali, ove il giudizio sia ancora sfavorevole il Ministro dichiara la risoluzione del rapporto di impiego con decreto motivato. In tal caso spetta all'impiegato una indennità pari a due mensilità del trattamento relativo al periodo di prova.

Art. 8.

Presentazione dei documenti

I concorrenti utilmente collocati nella graduatoria dovranno presentare alla Direzione generale degli affari generali e del personale - Divisione II, entro il termine perentorio di trenta giorni dalla data di ricevimento del relativo invito, i seguenti documenti:

1) diploma originale del titolo di studio indicato all'art. 1 del bando, od una copia autentica del diploma originale, ovvero il documento rilasciato dalla competente Università in sostituzione del diploma stesso. Non è valida la presentazione di certificati non aventi valore sostitutivo del diploma originale. La copia autenticata dovrà essere prodotta in bollo da L. 400.

2) estratto dell'atto di nascita, in bollo da L. 400 rilasciato dall'ufficiale dello Stato civile del Comune di origine.

Qualora per i candidati nati all'estero, non sia ancora avvenuta la trascrizione dell'atto di nascita nei registri di stato civile di un Comune italiano, potrà essere prodotto un certificato della autorità consolare.

I candidati che abbiano titolo per avvalersi dei benefici sulla elevazione del limite massimo di età di cui all'art. 1, produrranno i documenti prescritti, salvo che essi non siano stati già presentati per ottenere i benefici di precedenza o di preferenza nella nomina ai sensi del precedente art. 6;

3) certificato di cittadinanza italiana di data non anteriore a tre mesi da quella di ricevimento dell'invito di cui al presente articolo, rilasciato in bollo da L. 400 dal sindaco del Comune di origine o di residenza, o dall'Ufficiale di stato civile del Comune di origine;

4) certificato di godimento dei diritti politici, di data non anteriore a tre mesi da quella di ricevimento dell'invito di cui al presente articolo, rilasciato in bollo da L. 400 dal sindaco del Comune di origine o di residenza. Per i minori degli anni 21, il certificato, la cui esibizione è in ogni caso obbligatoria, conterrà la dichiarazione che il candidato non è incorso in alcuna delle cause che, a termine delle disposizioni vigenti, impediscono il possesso dei diritti politici.

I documenti di cui ai precedenti numeri 3) e 4) dovranno attestare altresì che gli interessati godevano del possesso del requisito della cittadinanza italiana e dei diritti politici, anche alla data di scadenza del termine utile per la presentazione della domanda di ammissione;

5) certificato generale del casellario giudiziale in bollo da L. 400 rilasciato dal segretario della Procura della Repubblica. Il certificato deve essere di data non anteriore a tre mesi da quella di ricevimento dell'invito di cui al presente articolo;

6) certificato, su carta bollata da L. 400 rilasciato da un medico militare o dal medico provinciale o dall'ufficiale sanitario del Comune, dal quale risulti che il candidato è di sana e robusta costituzione ed esente da difetti o imperfezioni che possono impedire il servizio continuativo ed incondizionato nell'impiego o che comunque influiscano sul pieno rendimento del servizio. Qualora il candidato sia affetto da qualche imperfezione fisica, il certificato ne deve fare menzione ed indicare se la imperfezione stessa menomi l'attitudine del candidato all'impiego al quale concorre.

Il certificato dovrà contenere la dichiarazione che il candidato è stato sottoposto all'accertamento di cui all'art. 7 della legge 25 luglio 1956, n. 837 ed all'art. 5 del relativo regolamento di esecuzione, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 17 ottobre 1962, n. 2056.

I candidati invalidi di guerra o invalidi civili per fatti di guerra ed assimilati, oppure invalidi per servizio, dovranno produrre un certificato rilasciato dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza del candidato, il quale deve contenere, ai sensi, rispettivamente, dell'art. 3 della legge 3 giugno 1950, n. 375 e dell'art. 3 della legge 24 febbraio 1953, n. 142, oltre ad una esatta descrizione delle condizioni attuali dell'invalido risultanti dall'esame obiettivo, anche la dichiarazione che l'invalido non abbia perduto ogni capacità lavorativa e, per la natura e il grado della sua invalidità o mutilazione, non riesca di pregiudizio alla salute ed alla incolumità dei compagni di lavoro ed alla sicurezza degli impianti.

Il certificato deve essere di data non anteriore a tre mesi da quella di ricevimento dell'invito di cui al presente articolo;

7) I candidati di sesso maschile produrranno, ai fini della certificazione della loro posizione nei riguardi degli obblighi militari; uno dei documenti indicati in appresso, tenendo presente che non è valida la presentazione, in luogo di essi, del foglio di congedo:

A) per i candidati che abbiano già prestato servizio militare: copia o estratto dello stato di servizio militare (per gli ufficiali) ovvero copia o estratto del foglio matricolare (per i sottufficiali e militari di truppa) in bollo da L. 400 rilasciato dall'autorità militare competente.

Anche i candidati che siano stati riformati dopo la loro presentazione alle armi sono tenuti a produrre uno dei suddetti documenti;

B) per i candidati che siano stati dichiarati « abili arruolati » dal competente Consiglio di leva, ma che per qualsiasi motivo non abbiano ancora prestato e non debbano prestare servizio militare:

1) se assegnati in forza ai distretti militari (Esercito o Aeronautica: copia o estratto del foglio matricolare militare in bollo da L. 400, rilasciato dal Distretto militare competente;

2) se assegnati in forza alle Capitanerie di porto: certificato di esito di leva in bollo da L. 400, rilasciato dalla Capitaneria di porto competente;

C) per i candidati che siano stati dichiarati riformati o rivedibili dal competente Consiglio di leva:

1) se il giudizio è stato adottato dal Consiglio di leva presso il Comune di origine o di residenza (candidati assegnati alle liste di leva terrestre), certificato di esito di leva in bollo da lire 400 rilasciato dal sindaco, contenente, inoltre, il visto di conferma del commissario di leva:

2) se il giudizio è stato adottato presso una Capitaneria di porto (candidati assegnati alla lista di leva marittima) certificato di esito di leva in bollo da L. 400, rilasciato dal commissario di leva e vistato dal comandante del porto;

D) per i candidati che non siano stati ancora sottoposti a giudizio del Consiglio di leva: certificato di iscrizione nelle liste di leva in bollo da L. 400, rilasciato dal sindaco, se il candidato è stato assegnato alle liste di leva terrestri, ovvero analogo certificato, rilasciato dalla Capitaneria di porto, se l'aspirante è stato assegnato alla lista di leva marittima.

I candidati già in servizio nell'Amministrazione dello Stato quale appartenenti ai ruoli organici od ai ruoli aggiunti delle carriere civili, dovranno produrre, sempre nel termine di cui sopra, i seguenti documenti e sono esonerati dalla presentazione degli altri:

1) copia dello stato matricolare su carta bollata da L. 400, rilasciato in data non anteriore a tre mesi da quella di ricevimento dell'invito di cui al presente articolo, con la indicazione delle qualifiche ottenute nell'ultimo quinquennio o nel minor periodo di servizio prestato. La copia sarà rilasciata dall'ufficio del personale dell'Amministrazione dalla quale il candidato dipende. Per gli impiegati dei ruoli aggiunti lo stato matricolare conterrà l'indicazione del decreto d'inquadramento. La copia dello stato matricolare non è richiesta per i dipendenti delle carriere dell'Amministrazione centrale del Ministero del lavoro e della previdenza sociale;

2) titolo di studio, come al n. 1) del primo comma;

3) certificato medico, come al n. 6), del primo comma.

I candidati che si trovino alle armi per obblighi di leva, od in carriera continuativa, e quelli in servizio di polizia quali appartenenti al Corpo guardie di pubblica sicurezza, sono esonerati dal presentare il certificato di cittadinanza italiana, il certificato medico ed il documento militare di cui al n. 7) del primo comma. In sostituzione di essi produrranno un certificato in bollo da L. 400 rilasciato dal comandante del Corpo al quale appartengono, comprovante la loro qualità e la loro idoneità fisica a coprire il posto al quale aspirano.

I candidati dichiarati indigenti dalla competente autorità, possono produrre in carta libera i documenti di cui all'articolo 27 della tabella *B* allegata al decreto del Presidente della Repubblica 25 giugno 1953, n. 492, purchè venga prodotto il certificato in carta libera del sindaco o dell'autorità di pubblica sicurezza comprovante l'iscrizione del beneficiario nell'elenco dei poveri, e gli estremi di esso siano riportati su tutti i documenti prodotti in esenzione dell'imposta di bollo.

Il ritardo nella presentazione o nell'arrivo di tutti o di alcuni dei documenti prescritti col presente articolo rispetto al termine previsto nel primo comma, quale ne sia la causa, anche se non imputabile al candidato, importa la esclusione del candidato stesso dalla graduatoria di cui al precedente art. 7.

Non è in alcun caso ammesso il riferimento a documenti presentati, a qualunque titolo, presso il Ministero del lavoro e della previdenza sociale, presso altre Amministrazioni dello Stato, od Enti di qualsiasi natura.

Art. 9.

Titoli che danno diritto a particolari benefici

Ai fini dell'applicazione dei benefici previsti dalle vigenti disposizioni a favore degli ex combattenti ed assimilati, degli invalidi di guerra ed assimilati, dei congiunti, dei caduti in guerra ed assimilati, dei decorati al valore militare e per merito di guerra, dei promossi per merito di guerra, dei feriti di guerra, dei profughi, dei perseguitati politici e razziali, dei coniugati o vedovi e dei capi di famiglia numerosa, dei dipendenti statali di ruolo e non di ruolo, dei sottufficiali delle forze armate cessati dal servizio a domanda o di autorità e non reimpiegati come civili, gli interessati dovranno produrre, nei termini e per gli effetti di cui al precedente art. 6 i seguenti documenti:

a) coloro che hanno partecipato alle operazioni militari svoltesi in Africa orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936, presenteranno la dichiarazione da rilasciarsi per l'applicazione del regio decreto-legge 2 giugno 1936, n. 1172, ai sensi della circolare n. 427 del Giornale militare ufficiale 1937 in carta bollata da L. 400.

b) gli ex combattenti della guerra 1940-43, della guerra di liberazione, della lotta di liberazione (partigiani combattenti), i militari e militarizzati che dopo il 14 settembre 1943 attraversarono le linee nemiche, i prigionieri delle Nazioni Unite, i prigionieri cooperatori al seguito delle forze armate alleate operanti, i prigionieri in Germania o in Giappone, i militari e militarizzati addetti alla bonifica dei campi minati, dragaggio mine, ecc., di cui al decreto legislativo 4 marzo 1948, n. 137, ratificato, con modificazioni, dalla legge 23 febbraio 1952, n. 93, e i combattenti della guerra di liberazione delle formazioni non regolari di cui al decreto-legge 19 marzo 1948, n. 241, gli alto-atesini che hanno prestato servizio di guerra nelle forze armate tedesche di cui alla legge 2 aprile 1958, n. 364, dovranno produrre, a seconda dell'Arma o del Corpo di appartenenza, la dichiarazione integrativa in bollo da L. 400 di cui alla circolare n. 5000 del 1° gennaio 1953 dello Stato Maggiore dell'Esercito o quella di cui alla circolare numero 202860/Od 6 dell'8 luglio 1948 dello Stato Maggiore della Aeronautica ovvero quella di cui alla circolare n. 27200/Om. del 3 luglio 1948 dello Stato Maggiore della Marina, ovvero il foglio matricolare compilato a norma della circolare numero 1615/104 Om del Ministero difesa-Esercito.

c) i reduci dalla deportazione o dall'internamento presenteranno apposita attestazione in carta bollata da L. 400 rilasciata dal prefetto della Provincia nel cui territorio l'interessato ha la sua residenza, ai sensi dell'art. 9 del decreto legislativo luogotenenziale 14 febbraio 1946, n. 27;

d) i mutilati ed invalidi di guerra 1915-18 ovvero dei fatti d'arme verificatisi dal 16 gennaio 1935 in Africa orientale o in dipendenza della guerra 1940-43 o della guerra di liberazione o della lotta di liberazione o in conseguenza di ferite e lesioni riportate in occasione dei fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, o in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane, i mutilati e gli invalidi in occasione di azioni singole o collettive aventi fini politici nelle Provincie di confine con la Jugoslavia o nei territori soggetti a detto Stato di cui alla legge 23 marzo 1952, n. 207, i mutilati e gli invalidi per i fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953 e i mutilati e gli invalidi civili per fatti di guerra nonchè i mutilati e gli invalidi alto-atesini già facenti parte delle forze armate tedesche o delle formazioni armate da esse organizzate di cui alla legge 3 aprile 1958, n. 467, dovranno produrre il decreto di concessione della relativa pensione ovvero un certificato mod. 69 rilasciato dal Ministero del tesoro - Direzione generale delle pensioni di guerra, oppure una dichiarazione d'invalidità rilasciata dalla competente rappresentanza provinciale dell'Opera nazionale invalidi di guerra in cui siano indicati i documenti in base ai quali è stata riconosciuta la qualifica di invalido;

e) i mutilati ed invalidi per servizio dovranno presentare il decreto di concessione della pensione che indichi la categoria di questa e la categoria e la voce dell'invalidità da cui sono colpiti, ovvero il Mod. 69-*ter*, rilasciato, secondo i casi, dalla Amministrazione centrale al servizio della quale l'aspirante ha contratto l'invalidità, o dagli Enti pubblici autorizzati ai sensi del decreto ministeriale 23 marzo 1948;

f) i mutilati e gli invalidi civili dovranno presentare una dichiarazione su carta bollata da L. 400, rilasciata dall'Ufficio provinciale del lavoro dal quale sono stati iscritti nel ruolo dei mutilati e invalidi civili, formato ai sensi e per gli effetti dell'art. 6 della legge 5 ottobre 1962, n. 1539;

g) gli orfani dei caduti per la guerra 1915-18 e per i fatti d'arme verificatisi dal 16 gennaio 1935 in Africa orientale o in dipendenza della guerra 1940-43 o della guerra di liberazione o della lotta di liberazione o in conseguenza delle ferite e lesioni riportate in occasione dei fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, o in occasione di azioni di terrorismo politico

nei territori delle ex colonie italiane, o in occasione di azioni singole o collettive aventi fini politici nelle Provincie di confine con la Jugoslavia e nei territori soggetti a detto Stato di cui alla legge 23 marzo 1952, n. 207, o per i fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953, gli orfani dei caduti che appartennero alle forze armate della sedicente repubblica sociale italiana, gli orfani dei perseguitati politici antifascisti e razziali, di cui all'art. 2, terzo comma, della legge 10 marzo 1955, n. 96, gli orfani dei caduti civili per fatti di guerra, gli orfani dei caduti alto-atesini che appartennero alle forze armate tedesche di cui alla legge 3 aprile 1958, n. 467, nonchè i figli dei caduti dichiarati irreperibili in seguito ad eventi di guerra dovranno presentare certificato su carta da bollo da L. 400 rilasciato dal competente comitato provinciale dell'Opera nazionale per la protezione e la assistenza agli orfani di guerra, legalizzato dal prefetto.

Gli orfani per servizio produrranno un certificato rilasciato ai sensi e per gli effetti dell'art. 8, ultimo comma, della legge 24 febbraio 1953, n. 142;

h) i figli dei mutilati ed invalidi di cui alla precedente lettera *d*) dovranno documentare la loro qualifica presentando un certificato su carta da bollo da L. 400 del sindaco del Comune di residenza attestante la categoria di pensione di cui fruisce il padre o la madre;

i) i figli dei mutilati ed invalidi per servizio dovranno documentare la loro qualifica presentando un certificato su carta bollata da L. 400 rilasciato dal sindaco del Comune di residenza attestante che il padre e la madre fruiscono di pensione;

l) le madri, le vedove non rimaritate e le sorelle (vedove o nubili) dei caduti indicati nella precedente lettera *g*) nonchè le madri, le mogli e le sorelle vedove o nubili dei cittadini dichiarati irreperibili in seguito ad eventi di guerra dovranno esibire un certificato su carta bollata da L. 400 rilasciato dal sindaco di residenza;

m) i profughi dai territori di confine che si trovano nelle condizioni previste dall'art. 1 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 3 settembre 1947, n. 885, dovranno esibire l'attestazione prevista dall'art. 6 del decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri in data 1° giugno 1948 (*Gazzetta Ufficiale* n. 142 del 21 giugno 1948) rilasciata in carta bollata da L. 400 dal prefetto della Provincia in cui risiedono, e, se non abbiano la residenza nel territorio dello Stato, dal prefetto di Roma;

n) i profughi dalla Libia, dall'Eritrea, dall'Etiopia, dalla Somalia, quelli dai territori sui quali, in seguito al trattato di pace, è cessata la sovranità dello Stato italiano, i profughi dai territori esteri nonchè quelli da zone del territorio nazionale colpite dalla guerra che si trovano nelle condizioni previste dalla legge 4 marzo 1952, n. 137, dovranno presentare un'attestazione del prefetto della Provincia in cui hanno residenza, in carta bollata da L. 400 in conformità al modello previsto dall'art. 4 del decreto del Presidente della Repubblica 4 luglio 1956, n. 1117.

Sono valide anche le attestazioni già rilasciate dai prefetti in applicazione del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 3 settembre 1947, n. 885 e del decreto legislativo 26 luglio 1948, n. 104.

I profughi dalla Libia, dall'Eritrea, dall'Etiopia e dalla Somalia potranno anche presentare un certificato a suo tempo rilasciato dal soppresso Ministero dell'Africa italiana:

o) i decorati di medaglia al valore militare o di croce di guerra, i feriti di guerra e promossi di grado militare per merito di guerra e gli insigniti di ogni altra attestazione speciale di merito di guerra, dovranno produrre l'originale o copia autentica del relativo brevetto e del documento di concessione;

p) coloro che abbiano riportato per comportamento contrario al regime fascista sanzioni penali presenteranno una copia della relativa sentenza e coloro che abbiano riportato sanzioni di polizia per lo stesso motivo ovvero siano stati deportati od internati per motivi di persecuzione razziale dimostreranno tali loro qualifiche mediante attestazione rilasciata su carta da bollo da L. 400 dal prefetto della Provincia nel cui territorio hanno la loro residenza.

q) i candidati già colpiti dalle abrogate leggi razziali presenteranno un certificato in carta legale della competente autorità israelitica;

r) i coniugati con o senza prole ed i vedovi con prole dovranno produrre lo stato di famiglia su carta bollata da L. 400 rilasciato dal sindaco del Comune di residenza;

s) i capi di famiglia numerosa dovranno far risultare dallo stato di famiglia di cui alla precedente lettera *r*) di data non anteriore a tre mesi dalla data di ricevimento della comunicazione di cui al primo comma del precedente art. 6, che la famiglia stessa è costituita da almeno sette figli viventi computando tra essi anche i figli caduti in guerra;

t) i candidati che siano dipendenti statali di ruolo, dei ruoli aggiunti o già inquadrati nei ruoli speciali transitori dovranno produrre copia dello stato di servizio, su carta bollata da L. 400, di data non anteriore a tre mesi dalla data di ricevimento della comunicazione di cui al comma primo del precedente art. 7;

u) i dipendenti statali che hanno frequentato con esito favorevole i corsi di preparazione o integrazione previsti dall'art. 150 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, dovranno produrre un certificato in carta da bollo da L. 400 rilasciato dall'Amministrazione competente, contenente la votazione riportata;

v) i concorrenti che siano dipendenti non di ruolo dovranno produrre un certificato, di data non anteriore a tre mesi dalla data di ricevimento della comunicazione di cui al primo comma del precedente art. 6, su carta bollata da lire 400 rilasciato dall'Amministrazione dalla quale dipendono da cui risultino la data di inizio, la durata e la natura del servizio prestato, nonchè gli estremi del provvedimento di assunzione e di eventuale conferma con le qualifiche riportate nell'ultimo triennio;

w) i sottufficiali dell'Esercito, della Marina e dell'Aeronautica che, in applicazione dei decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato 13 maggio 1947, n. 500, e 5 settembre 1947, n. 1220, abbiano cessato dal servizio a domanda o anche d'autorità e non siano stati contemporaneamente reimpiegati come civili, dovranno produrre apposita attestazione su carta bollata da L. 400 dell'autorità militare.

z) gli assistenti ordinari di Università o di istituti di istruzione universitaria, cessati dal servizio per motivi non disciplinari e gli assistenti straordinari, volontari e incaricati, sia in attività che cessati dal servizio per motivi di carattere non disciplinare, dovranno presentare un certificato del rettore dell'Università o del capo dell'Istituto di istruzione universitaria attestante la qualifica rivestita e, rispettivamente, il periodo di appartenenza nei ruoli per gli assistenti ordinari o il periodo di servizio prestato presso l'Università od Istituto di istruzione universitaria per gli assistenti straordinari.

Per tutti coloro che siano cessati dal servizio il certificato indicherà i motivi della cessazione.

Art. 10.
Nomina dei vincitori

I vincitori del concorso saranno nominati in prova statistici ed attuari (coeff. 271) nel ruolo della carriera direttiva dell'Amministrazione centrale.

L'Amministrazione ha facoltà di conferire agli idonei oltre i vincitori i posti che risultino disponibili alla data di approvazione della graduatoria, secondo l'ordine della graduatoria stessa e nel limite di un decimo dei posti messi a concorso.

I candidati che hanno conseguito la nomina in prova, se non assumono servizio senza giustificato motivo, entro il termine stabilito, decadono dalla nomina.

In caso che alcuni dei posti messi a concorso restino scoperti per rinuncia o per decadenza dei vincitori, l'Amministrazione ha facoltà di procedere, nel termine di sei mesi, ad altrettante nomine di candidati idonei secondo l'ordine di graduatoria.

Art. 11.
Decadenza dalla nomina

Sarà dichiarato decaduto il vincitore che, senza giustificato motivo, non assuma servizio nel termine stabilito dalla Amministrazione, ai sensi dell'art. 9 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

Art. 12.
Trattamento economico

Ai vincitori del concorso indetto con il presente decreto che conseguono la nomina in prova e sono assunti in ser-

vizio spetta il trattamento economico iniziale relativo al coeff. 271, integrato dalle altre competenze spettanti a norma di legge come dalla seguente tabella:

	Annuo lordo	Mensile netto
Stipendio base	813.000	60.080
Assegno temporaneo	280.200	22.358
Indennità integrativa speciale	153.600	12.794
Premio speciale	275.340	21.170
Totale	L.	116.402

Note: Eventuale aggiunta di famiglia per gli aventi diritto - Compenso per eventuale prestazione di lavoro straordinario.

Art. 13.

Commissione esame

La Commissione giudicatrice del concorso sarà nominata dal Ministro per il lavoro e la previdenza sociale e sarà composta:

a) di un consigliere di Stato, presidente;

b) di un docente universitario di matematica attuariale e di un docente universitario di scienze statistiche, membri;

c) di due funzionari della carriera direttiva con la qualifica non inferiore a quella di direttore di divisione del ruolo organico della carriera direttiva dell'Amministrazione centrale del Ministero del lavoro e della previdenza sociale, membri.

Le funzioni di segretario saranno esercitate da un funzionario della carriera direttiva con la qualifica non inferiore a quella di consigliere di 2a classe, nel ruolo dell'Amministrazione centrale del Ministero del lavoro e della previdenza sociale.

La Commissione potrà essere integrata da membri aggiunti ai sensi dell'art. 3 del decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 27 marzo 1965

Il Ministro: DELLE FAVE

Registrato alla Corte dei conti, addì 29 maggio 1965
Registro n. 7, Lavoro e previdenza, foglio n. 104

ALLEGATO N. 1

Schema esemplificatico della domanda da inviarsi su carta bollata da L. 400

Al Ministero del lavoro e della previdenza sociale - Direzione generale degli affari generali e del personale - Divisione 2a - Via Flavia, n. 6 — ROMA

Il sottoscritto (cognome e nome in stampatello) . . nato a . . . . . . (provincia di . . .) il giorno . . . . domiciliato in . (provincia di . .) via . . chiede di essere ammesso a partecipare al concorso per esami a sette posti di statistico ed attuario in prova nel ruolo della carriera direttiva dell'Amministrazione centrale.

Fa presente (solo per coloro che, avendo superato il 32° anno di età alla data di scadenza del bando, abbiano diritto all'elevazione del suddetto limite) di aver diritto all'aumento del limite di età in quanto (indicare con esattezza il titolo che dà diritto all'aumento del suddetto limite).

Il sottoscritto dichiara di aver conseguito il diploma di laurea in scienze statistiche ed attuariali presso l'Università di . . in data . ., di essere cittadino italiano, di essere iscritto nelle liste elettorali del Comune di . (i candidati non iscritti nelle liste elettorali indicheranno i motivi della non iscrizione o della cancellazione; i candidati minori di anni 21 dichiareranno se siano o meno incorsi in alcuna delle cause che a termini delle disposizioni vigenti impediscono il possesso dei diritti politici) e di non aver riportato condanne penali (indicare in caso contrario le condanne penali riportate).

Con riguardo agli obblighi militari, dichiara . . . . (secondo i casi: di aver prestato servizio militare di leva; di essere attualmente in servizio militare presso . . . . di . . . . . . non aver prestato servizio militare perchè non ancora sottoposto al giudizio del Consiglio di leva oppure perchè pur dichiarato « abile arruolato », gode di congedo, o di rinvio in qualità di . . . . ovvero perchè riformato o rivedibile).

Il sottoscritto dichiara di aver già prestato servizio quale impiegato dello Stato presso . . . . in qualità di . . . . dal . . . . al . . . . . . e che detto servizio è cessato a motivo di . . . . (indicare con chiarezza il motivo della cessazione). Nel caso che il candidato non sia mai stato dipendente dello Stato, è necessaria una esplicita dichiarazione in tal senso.

Il sottoscritto chiede che tutte le comunicazioni relative al presente concorso gli vengano trasmesse al seguente indirizzo

. . . .

Data . . . .

Firma (1) . . . .

(1) La firma dovrà essere autenticata da un notaio o dal segretario comunale del luogo di residenza dell'aspirante Non è valida l'autenticazione della firma da parte del sindaco Sia la firma del notaio che quella del segretario comunale non sono soggette alle norme sulla legalizzazione delle firme ai sensi dell'art. 8 del decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1957, n. 678. Per i dipendenti dello Stato, è sufficiente, in luogo dell'autenticazione, il visto del capo dell'ufficio presso il quale prestano servizio.

Sulla domanda a fianco dell'autorità che ha autenticato la firma va apposto il relativo timbro.

(4341)

MINISTERO DEI TRASPORTI E DELL'AVIAZIONE CIVILE

AZIENDA AUTONOMA DELLE FERROVIE DELLO STATO

Nomina di un membro aggregato per la prova facoltativa di lingua tedesca in seno alla Commissione esaminatrice, per il Compartimento di Reggio Calabria, del pubblico concorso per esami e per titoli a complessivi quattrocentoventinove posti di aspiranti assuntori di stazione per l'iscrizione nella sezione 1a dei rispettivi albi.

IL DIRETTORE GENERALE DELLE FERROVIE DELLO STATO

Visto lo stato giuridico del personale dell'Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato, approvato con legge 26 marzo 1958, n. 425, e successive modificazioni;

Visto il decreto ministeriale 19 dicembre 1958, n. 2716, contenente norme di applicazione dello stato giuridico del personale delle Ferrovie dello Stato, e successive modificazioni;

Vista la legge 30 dicembre 1959, n. 1236, sul trattamento giuridico ed economico degli assuntori dell'Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato;

Visto il regolamento d'attuazione della citata legge 30 dicembre 1959, n. 1236, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 26 giugno 1962, n. 1418;

Vista la legge 6 gennaio 1963, n. 13, recante modifiche alla già menzionata legge 30 dicembre 1959, n. 1236;

Visto il comunicato pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 214 del 1° settembre 1964, con il quale sono state rese note le deliberazioni dei direttori compartimentali relative ai pubblici concorsi per esami e per titoli, a complessivi quattrocentoventinove posti di aspiranti assuntori di stazione, per l'iscrizione nella sezione 1a dei rispettivi albi;

Vista la propria deliberazione n. 163/P.2.1.1. del 19 dicembre 1964, con la quale sono state nominate le Commissioni esaminatrici compartimentali per l'espletamento dei pubblici concorsi di cui sopra;

Delibera:

L'interprete Chinigò dott. Cesare è nominato membro aggregato della Commissione esaminatrice compartimentale di Reggio Calabria del concorso citato nelle premesse, per l'espletamento della prova facoltativa di lingua tedesca.

Roma, addì 13 luglio 1965

p. *Il direttore generale*: SANTONI RUGIU

(5117)

Avviso relativo alla pubblicazione delle graduatorie di merito dei vincitori e degli idonei, per il Compartimento di Genova, del pubblico concorso per esami e per titoli a milleduecento posti di manovale in prova nei ruoli del personale della Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato.

Nel Bollettino ufficiale delle Ferrovie dello Stato n. 12 del 30 giugno 1965 (parte 1ª e 2ª) è stato pubblicato il decreto ministeriale 6 ottobre 1964, n. 2528, concernente l'approvazione delle graduatorie di merito, dei vincitori e degli idonei per il Compartimento di Genova, del pubblico concorso a milleduecento posti di manovale in prova, indetto con decreto ministeriale 12 ottobre 1960, n. 1422.

(5116)

MINISTERO DELL'INTERNO

Graduatoria dei candidati al concorso al posto di segretario generale di 2ª classe vacante nel comune di Montecatini Terme.

IL MINISTRO PER L'INTERNO

Visto l'avviso di concorso in data 25 gennaio 1965 per il conferimento del posto di segretario generale di 2ª classe vacante nel comune di Montecatini Terme (Pistoia);

Visto il decreto ministeriale in data 15 giugno 1965, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice di detto concorso;

Vista la graduatoria di merito formata dalla Commissione stessa e riconosciuta la regolarità del procedimento del concorso;

Viste le leggi 8 giugno 1962, n. 604; 9 agosto 1954, n. 748 e 27 giugno 1942, n. 851;

Decreta:

E' approvata la graduatoria dei candidati al concorso al posto di segretario generale di 2ª classe vacante nel comune di Montecatini Terme, nell'ordine appresso indicato:

N.	Candidato		Punti	
1.	Pelosi dott. Luigi	punti	87,68	su 132
2.	Conte dott. Egidio	»	87,02	»
3.	Caimmi dott. Luigi	»	85,60	»
4.	Amadasi dott. Enzo	»	82,53	»
5.	Laudante dott. Carmine	»	80,28	»
6.	Polledri dott. Angelo	»	79,53	»
7.	Ferrigni dott. Giovanni	»	77 —	»
8.	Milazzo dott. Andrea	»	76,27	»
9.	Bergamini dott. Menelao	»	75,50	»
10.	Ruggieri dott. Angelantonio	»	74,95	»
11.	Coppa dott. Gerardo	»	74,92	»
12.	De Filippi dott. Filippo	»	74,90	»
13.	Lebuis dott. Assuero	punti	73,79	su 132
14.	Grimaldi Sisto Antonio	»	73,52	»
15.	Pacileo dott. Vincenzo	»	73,51	»
16.	Bocchia dott. Paolino	»	73,41	»
17.	Panvini dott. Giuseppe	»	73,27	»
18.	Uasone dott. Edoardo	»	73,14	»
19.	Caruso dott. Antonio	»	73,08	»
20.	Simeone dott. Mariangelo	»	72,86	»
21.	Calistri dott. Umberto	»	72,72	»
22.	Cormio dott. Salvatore	»	72,16	»
23.	Fuscà dott. Cesare	»	71,78	»
24.	Paiotti dott. Dante	»	71,56	»
25.	Finarelli dott. Arnaldo	»	71,42	»
26.	Coverlizza dott. Mario	»	71,22	»
27.	Fedele dott. Antonino	»	70,50	»
28.	Fioretti Renato	»	70,43	»
29.	Albano dott. Benedetto	»	70,19	»
30.	Nazario Riccardo	»	70,06	»
31.	Scolari dott. Giovanni	»	69,18	»
32.	Gasponi Vittorio	»	69,10	»
33.	Spani dott. Tommaso	»	69,06	»
34.	Mendillo dott. Alfredo	»	68,70	»
35.	Iannelli Andrea	»	68,54	»
36.	Contaldo Alfonso	»	68,46	»
37.	Di Tizio Marino	»	68,16	»
38.	Vivaldi dott. Sebastiano	»	68,10	»
39.	Montefusco dott. Gerardo, art. 4, legge 9 agosto 1954, n. 748	»	68 —	»
40.	Salzano dott. Antonio, art. 4, legge 9 agosto 1954, n. 748	»	68 —	»
41.	Petronio Bartolomeo	»	68 —	»
42.	Pittà dott. Giuseppe	»	67,96	»
43.	Pasquale dott. Giusto	»	67,68	»
44.	Riolfatti dott. Tullio	»	67,24	»
45.	Raineri dott. Giuseppe	»	67,03	»
46.	Lisi dott. Antonio	»	66,98	»
47.	Pace dott. Domenico	»	66,95	»
48.	Anania dott. Pantaleone	»	66,77	»
49.	Bartelloni dott. Manlio	»	66,36	»
50.	Flacco Fioravante	»	66,24	»
51.	Mammini Domenico	»	66,16	»
52.	Napolitano Alfonso, art. 4, legge 9 agosto 1954, n. 748	»	65,66	»
53.	Preteroti Bruno	»	65,66	»
54.	Cavalieri dott. Leovigildo	»	65,57	»
55.	Suglia dott. Nicola	»	65 —	»
56.	Bartolomei Adelmo	»	64,87	»
57.	Salani dott. Aroldo	»	64,63	»
58.	Caizzi Gaetano	»	64,33	»
59.	Pastore dott. Ettore	»	64,31	»
60.	Greco Arturo	»	63,60	»
61.	Trapani Leopoldo	»	63,56	»
62.	Romano dott. Pasquale	»	63,06	»
63	Tucci Ugo	»	62,50	»
64.	Pellei Athos	»	62,16	»
65.	Magnani Giovanni	»	61,87	»
66.	Adduci Saverio	»	59 —	»
67.	Perruggino Giovanni	»	58,66	»
68.	De Grandis dott. Enrico	»	58,48	»

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 5 luglio 1965

p. *Il Ministro*: AMADEI

(5114)

UMBERTO PETTINARI, *direttore*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.